Quelques points de repère chronologiques sur le contexte politique et les positions de la nébuleuse *antideutsch* en Allemagne (1944-2025)

Cette chronologie vise à signaler quelques éléments antérieurs à l'apparition des courants antideutsch en 1989, puis les jalons qui marquèrent l'évolution de cette nébuleuse. Pour l'histoire de l'Allemagne (de la RFA et de la RDA) jusqu'en 1990, je me suis servi de trois ouvrages collectifs* [*Cahn, 2009 A, B et C*] *sans oublier une chronologie faite par des militants mao-staliniens*[1]. *A propos des* antideutsch, *en dehors de leur propre récit, j'ai utilisé l'étude d'un journaliste qui éprouve de très fortes sympathies pour Israël (Simon Erlanger) ; un article d'un journal mao-stalinien (la* Kommunistische Arbeiter Zeitung, KAZ*) donc farouchement «antisioniste» ; un article de Martin Kloke, un spécialiste (très «modéré») de l'antisémitisme ; la thèse d'une historienne, Anne Joly* [*2012*] *sur «*Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (depuis 1990)*» ; plusieurs articles d'un journaliste-historien (ex-militant du KBW désormais réac), Gerd Koenen* ; et le livre d'un sociologue, Peter Ullrich, qui compare les discours des gauches en Allemagne et au Royaume-Uni face aux questions de l'antisémitisme, du sionisme et de la solidarité avec les Palestiniens et a interviewé des militants dans ces deux pays (*Die Linke, Israel und Palästina. Nahostdiskurse in Großbritannien und Deutschland, *Dietz, 2008). Sur le plan factuel, leurs récits m'ont semblé converger, malgré d'importantes divergences politiques entre eux. Les débats politiques entre «gauchistes» de l'autre côté du Rhin étant étroitement liés à l'histoire de leur pays depuis 1945, une telle chronologie servira de boussole minimale à ceux qui ne connaissent pas l'Allemagne.

[1] https://materialisme-dialectique.com/la-revolte-allemande/. J'ai cité seulement quelques extraits de la chronologie établie par ce site maoïste (materialisme-dialectique.com, abrégé ici en *[M.D.]*) parce que, dans son dossier sur «La révolte allemande», il se passionne surtout pour les positions des groupes qui ont prôné la lutte armée, thème qui n'est pas l'objet de ce livre (*Allemagne : de Mao à… l'AfD*). Néanmoins, l'inventaire exhaustif (et admiratif) que ce site dresse de tous les attentats commis contre des biens ou des personnes depuis 1967 donne une idée des actions qui ont pu « justifier » la répression policière et judiciaire – même si l'État n'avait nul besoin de ces prétextes pour frapper la gauche et l'extrême gauche.

L'enfer
est pavé de bonnes intentions

Ce petit florilège de citations vise à donner un avant-goût des interprétations violemment opposées que suscitent les positions de l'extrême gauche «antinationale» et/ou «anti-allemande» (*antideutsch),* puisque je commencerai par évoquer ce courant avant d'évoquer le cas des transfuges de l'extrême gauche vers l'extrême droite.

«[…] *il existe également un courant d'extrême gauche, celui des antideutsch, qui, invoquant la culpabilité historique de l'Allemagne, se solidarise délibérément avec Israël et les États-Unis, considérés comme sa «puissance protectrice», et se voit comme une sorte d'alliance autoproclamée avec ces deux pays. Malgré un nombre relativement faible de membres, le spectre antideutsch a pu exercer une influence notable sur la scène d'extrême gauche dans les années 1990 et au début des années 2000. Ces dernières années, cependant, les positions antideutsch ont perdu de leur attrait*.»
«*Rapport sur l'antisémitisme 2022/2023*» diffusé par l'Office de protection de la Constitution, en mai 2024

«"Plus jamais d'Allemagne» ? Ce slogan ne peut pas être le nôtre. […] *Karl Liebknecht n'a pas dit "L'ennemi, c'est notre pays" mais "L'ennemi principal se trouve dans notre pays !"»* Peter Gingold*, membre du KPD avant-guerre, résistant et militant antifasciste en RFA après 1945 [2006].

«*La gauche de la RFA doit attiser la haine contre sa propre patrie et la combattre*» (position de la minorité du KB* qui allait fonder *Bahamas**).

«*Les antideutsch sont devenus des souverainistes ou des défenseurs de l'ordre fondamental libéral-démocratique.* [...] *Que le plus célèbre antideutsch des années 1990, Jürgen Elsässer, soit devenu, depuis, le leader d'un nouveau mouvement nationaliste de droite surprendra uniquement ceux qui considèrent les antideutsch comme un mouvement aussi indéchiffrable que le Livre de l'Apocalypse*» (Gerhard Hanloser, 2019)

«*L'identité, et particulièrement l'identité nationale, c'est la mort*[2]», Joachim Bruhn, *antideutsch* [1991].
.
«*La plupart des antideutschen sont de jeunes hipsters nihilistes*». Les positions de ces «*«antifas» sionistes*» sont «*proches des pires délires néoconservateurs*[3]«(*Le Poing*, avril 2025).

«*La gauche les déteste parce qu'elle y voit des convertis libéraux-conservateurs. La droite ne les aime pas parce qu'ils sont marxistes*» (Stephan Grigat, 2007)

«[…] *beaucoup de gens perçoivent l'"idéologie antideutsch" comme un mélange cru qui combine un délire identitaire prompt à fixer des frontières ; un chauvinisme bourgeois de la*

---

[2] Discours préparé pour une manifestation autour du slogan «Plus jamais d'Allemagne», en 1991, mais censuré par les organisateurs.
[3] https://lepoing.net/des-»antifas»-sionistes-*antideutsch*e-la-onzieme-plaie-degypte/

prospérité ; une apologie aveugle d'Israël et des États-Unis ; et un ressentiment contre tous les antisémites et contre toutes les formes de "nous"» (Peter Ullrich, 2014)

«*Derrière l'appel à la paix se cachent les assassins*», slogan *antideutsch* contre les pacifistes.

«*Les antideutsch sont en réalité des Superdeutsch*» ((Peter Ullrich, 2014)

«[…] *lesdits "anti-allemands", dont l'ennemi principal est un antisémitisme qui se rend méconnaissable, constituent le pendant idéologique de la critique anti-impérialiste*» qui a notamment «*tendance à occulter les victimes du terrorisme dans la société israélienne*», Gregor Gysi, dirigeant de Die Linke, 2008

«*L'antisémitisme de gauche est impossible*», Zwerenz[4], 1976

«Je pense que l'aversion contre les antideutsch repose sur le fait que la gauche ne peut nier Auschwitz au niveau des phénomènes, mais qu'elle veut nier ses conséquences au niveau de la critique sociale» (Joachim Bruhn, *antideutsch*, 2007).

[4] Tel était le titre d'un de ses articles dans le quotidien *Die Zeit* après des critiques contre les stéréotypes antisémites qu'il avait employés dans l'un de ses romans sur la spéculation immobilière à Francfort. Engagé volontaire dans la Wehrmacht à 17 ans, fait prisonnier par l'Armée rouge il devint d'abord policier en RDA, puis écrivain. Exclu du SED, parti «communiste» détenant le pouvoir en RDA, il rejoignit plus tard le PDS néostalinien.

CHRONOLOGIE (1944-2025)

Les prémices politiques et intellectuelles

1944-1948 : l'Allemagne est divisée en quatre zones d'occupation. La France s'empare de la Sarre, créée une nationalité sarroise (qui n'est reconnue par aucun État !) et impose une frontière qu'elle maintiendra jusqu'en 1956. Après un référendum en 1955, la Sarre deviendra le 11e *Land* allemand l'année suivante.

L'Allemagne n'a ni gouvernement ni Parlement pendant quatre ans. Gouvernée par des hauts commissaires étrangers qui édictent des «ordonnances», elle est réduite au statut de «*semi-colonie*», de «*protectorat des vainqueurs occidentaux*», selon l'avis d'un historien «modéré». Les Alliés occidentaux la soumettent à une *«période probatoire*» parce qu'ils veulent montrer aux Allemands «*qu'ils ne pouvaient pas échapper aux fautes dont ils s'étaient rendus coupables*» [Cahn, 2009A].

1946 : le philosophe chrétien Karl Jaspers publie *Die Schuldfrage*, littéralement «La question de la culpabilité» (traduit en français sous le titre *La culpabilité allemande*) – un thème destiné à devenir omniprésent dans les débats politiques. Ce livre «*fut sans doute la tentative la plus sérieuse et la plus discutée de l'immédiat après-guerre pour appeler les Allemands à une introspection et à une purification historiques et morales. Il s'agissait d'une conception de la "purification" par l'"acquiescement intérieur" à la "culpabilité allemande" et par la "réparation" active et consciente envers les victimes*» parce que «*la purification nous rend libres*», selon Jaspers [Koenen, 2009]. Après la réunification de 1989, cette «*humilité affichée*» (qui n'était pas sans receler des éléments d'une «*nouvelle arrogance*» allemande, selon Gerd Koenen) allait devenir la cible des *antideutsch* (qui allaient dénoncer en permanence le danger que leur État cède à la tentation nationale-impérialiste) mais aussi de leurs adversaires (qui allaient dénoncer dans l'humilité *antideutsch* un moralisme prétentieux et hypocrite… et une idéologie favorable à l'impérialisme américain).

Avril 1946 : dans la zone soviétique, l'URSS impose la fusion du KDP et du SPD dans le SED stalinien, prélude à l'interdiction ultérieure de tous les partis d'opposition, même si des «*organisations antifascistes et démocratiques*» sont créées par le régime, en 1948, comme le Parti national-démocrate d'Allemagne (NDPD), pour attirer les classes moyennes nationalistes et les anciens sympathisants nazis ; et le Parti paysan démocratique d'Allemagne (DDB) pour séduire les agriculteurs réactionnaires.

1947 : le Plan Marshall est introduit dans les trois zones occidentales, alors que l'URSS inflige «*à ses États satellites d'énormes réparations ainsi que le démontage de l'industrie est-allemande en conséquence des dommages de guerre qu'elle avait subis*» [A. Kaminsky in Cahn 2009A]. Conséquence : le rationnement prend fin six ans plus tard en RFA, ce qui contraste avec la pénurie qui perdurera en RDA.

Juin 1948 : création de deux monnaies concurrentes, l'une dans les trois zones occidentales, l'autre dans la zone soviétique.

24 juin 1948-12 mai 1949 : les Soviétiques organisent un blocus de Berlin qui se termine par un fiasco retentissant, vu l'efficacité du pont aérien anglo-américain pour alimenter la ville.

15 septembre 1949 : élection du premier chancelier de la RFA, Konrad Adenauer, qui sera présenté pendant des années par la RDA comme une «*marionnette»* des Occidentaux et en particulier des Américains.

7 octobre 1949 : la zone d'occupation soviétique prend le nom de RDA.

Chaque État diffuse sa conception de la nation :

- à l'Est, l'antifascisme, la défense de la nation socialiste, la dénonciation du réarmement allemand et de l'OTAN ; la RDA considère qu'elle ne doit «*assumer ni la culpabilité ni la responsabilité des crimes commis par l'Allemagne*» [Gysi, 2008];
- à l'Ouest, l'antitotalitarisme et l'anticommunisme.

Deux conceptions différentes de l'État apparaissent également, de chaque côté de la frontière : la

RDA se présente comme le noyau (*Kernstaat*) du futur État allemand réunifié ; la RFA affirme incarner une «*structure transitoire sur la voie d'une Europe supranationale*» [Pfeil, *in* Cahn, 2009A] pour ne pas inquiéter les Alliés et acquérir davantage d'indépendance dans le camp occidental. Ces facteurs idéologiques auront des conséquences pesantes à long terme, tout comme la division politique et la présence continue de troupes d'occupation dans les deux Allemagne.

16 et 17 juin 1953 : des grèves et des manifestations ouvrières se déroulent à Berlin-Est et dans 250 villes de la RDA. Les chars soviétiques noient la révolte dans le sang et le SED stalinien prétend qu'il s'agit d'une tentative du putsch «*fasciste*» fomentée par des «*agents ouest-allemands et américains*».

17 juin 1954 : cette date devient l'objet d'une commémoration nationale qui vise à reconstruire l'identité (ouest)-allemande alors que le 7 septembre, jour «*consacré au souvenir des victimes du national-socialisme et de la guerre* […] *n'avait aucune résonance dans l'opinion et n'était fêté que par les parlementaires»* [B. Ludwig *in* Cahn 2009A]. Cette reconstruction historique se déploie évidemment dans un cadre idéologique anticommuniste, hostile à tout soulèvement ouvrier… à l'Ouest, et vise à réhabiliter la «patrie» allemande voire «germanique». Dans les années 1950, cette reconstruction favorise un renouveau nationaliste qui se traduit par de multiples initiatives locales menées aussi bien par les libéraux-nationalistes du FDP (notamment des «*grands rassemblements nocturnes en l'honneur d'Hermann»* alias *Arminius**) que par les sociaux-démocrates du SPD et les syndicalistes du DGB. L'État fédéral et les Länder encouragent aussi «*les défilés aux flambeaux ou les feux commémoratifs près de la frontière*». «*Dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur, la commémoration du 17 juin 1953 rimait avec la participation, le plus souvent obligatoire, aux discours, concours, minutes de silence ou autres manifestations* […]. *Les écoliers collectaient également des "pfennigs pour la réunification" ou participaient* [*à des*] *courses de relais.* […] *pour commémorer l'unité nationale, on portait aussi des broches* […]. *Et alors que dans les communes et sur les places publiques les cérémonies étaient légion, le discours du 17 juin était devenu rituel*», [B. Ludwig *in* Cahn 2009A].

Mai 1955 : la RFA adhère à l'OTAN, malgré l'opposition d'une partie des conservateurs et des nationalistes d'extrême droite, mais aussi des pacifistes de gauche qui défendent la neutralité de l'Allemagne entre les deux blocs.

1955 : La Bundeswehr (l'armée) est autorisée par les Alliés à se reformer. Des ogives nucléaires américaines, avec l'accord de l'OTAN, sont installées sur le territoire allemand, même si la décision de les utiliser n'appartient pas à l'armée allemande. Les Soviétiques font de même en RDA.

19 janvier 1955 : «*des intellectuels de gauche ou libéraux* […] *se réunissent dans la Paulskirche de Francfort et lancent un manifeste protestant contre la remilitarisation et la division de l'Allemagne*». Même si un historien considère que le mouvement enclenché par ce document naquit «*de peurs nationales et d'un sentiment de refus général ("sans moi")*» [A. Schildt *in* Cahn 2009A] et n'avait donc *«pas de programme*», il aura des effets durables, grâce au rôle politique des Églises protestantes et catholiques à l'Ouest, après la Libération. En effet, ces «*interlocuteurs privilégiés*» «*représentent un pôle de stabilité»* pour les Alliés : «*On les ménage :* [les Églises] *obtiennent d'effectuer la dénazification de leur personnel de façon autonome ; elles ne subissent pas d'expropriations. En confessant publiquement les errements du passé, elles contribuent à revaloriser l'image de l'Allemagne à l'étranger (du moins dans le monde œcuménique protestant)*» [S. Le Grand *in* Cahn 2009A]. De plus, elles facilitent la distribution de l'aide alimentaire dans la difficile décennie 1945-1955. Sur le plan politique, elles sont au mieux (selon le gouvernement de la RFA) farouchement anticommunistes, au pire «neutralistes» donc peu dangereuses.

1956 : La RDA crée l'Armée nationale populaire qui intégrera bientôt 100 000 hommes.

1957 : création de *konkret*, «*magazine pour la politique et la culture*» financé pendant dix ans par l'Allemagne de l'Est (la RDA stalinienne). Cette publication influence le mouvement étudiant, accueille des journalistes radicaux comme Ulrike Meinhoff (future membre de la Fraction Armée Rouge*) : rédactrice en chef de *konkret* entre 1960 et 1964, elle rompt avec la revue en 1969.

1958 : «*En République fédérale comme dans d'autres pays occidentaux, la menace de la "mort*

atomique" est l'image terrifiante derrière laquelle se rassemble, à partir de 1958, un nouveau mouvement de protestation qui transcende les clivages politiques traditionnels. En République fédérale, ce mouvement suit les traces de l'opposition au réarmement dans le cadre de l'OTAN et à la consolidation de la division allemande qui en découle. On retrouve ici un premier motif fondamental des mouvements "soixante-huitards" qui ont suivi : l'impulsion de sortir de la confrontation Est-Ouest figée dans les menaces de destruction nucléaire», [Koenen, 2017].

Cette même année, le gouvernement Adenauer tente de «*tirer un trait définitif sur le passé en prescrivant tous les crimes nazis non punis*» mais cela provoque «*un tollé général dans le monde entier et dans le pays même*» [Koenen, 2017]. Treize ans après la fin de la guerre, le procès des Einsatzgruppen* à Ulm conduit enfin à la création d'un Office central pour l'examen des crimes nazis en RFA. Cet Office met en œuvre «*la préparation systématique des grands procès contre les coupables des crimes perpétrés dans les camps d'extermination*» qui auront lieu quelques années plus tard [B. Faulenbach *in* Cahn 2009A]. En revanche, en RDA, «*il y eut peu de procès*», à part dans l'immédiat après-guerre, et le régime stalinien «*n'engagea pas la répression systématique des crimes nazis*» [*idem*].

1959 : création du bulletin puis de la revue *Das Argument, Zeitschrift für Philosophie und Sozialwissenschaften,* qui souhaite «*reprendre le fil de la tradition du Zeitschrift für Sozialforschung (1933-1941) de l'École de Francfort*» [Joly, 2012]. Cette publication marxiste-universitaire existe toujours et exerce encore une certaine influence dans les milieux intellectuels.

Au début des années 1960, une édition piratée de *Dialectique de la Raison* de Theodor Adorno et Max Horkheimer est diffusée et discutée dans les milieux étudiants contestataires. La première édition officielle ne sera publiée en Allemagne qu'en 1969. Adorno avance un nouvel impératif catégorique après le nazisme : «*organiser toute pensée et toute action de manière à ce que Auschwitz ne se répète pas, que rien de similaire ne se produise*».

A la consternation des «antisionistes» de son parti et des groupes d'extrême gauche, cette notion sera reprise par l'un des principaux dirigeants et parlementaires de Die Linke* dans un discours célèbre en 2008: *«Je pense vraiment que l'impératif catégorique d'Adorno, qui consiste à tout faire pour qu'Auschwitz ne se répète pas, a durablement marqué la conscience politique de la démocratie allemande. Contre la méfiance de la gauche à l'égard des intérêts qui sous-tendent la raison d'État, il convient de rappeler avec force le contenu universel de nos concepts moraux*» [Gysi, 2008]. Dans ce discours «*à l'occasion du soixantième anniversaire de la création de l'État d'Israël*», Gysi régla «*ses comptes avec l'antisionisme et l'anti-impérialisme»* qui, selon lui, *«représentaient une tradition idéologique dont les conditions politico-économiques favorables n'étaient plus remplies*» [Ullrich, 2008].

1959/1960 : plusieurs groupes locaux du SDS, sans aucun soutien financier de l'État fédéral et l'appui de la social-démocratie, organisent une exposition itinérante dans dix villes sur le thème «La justice nazie impunie» qui «*peut être considérée comme l'étincelle initiale de l'engagement des étudiants sur le passé nazi*» [Hammerstein, 2008]. Les militants à l'origine de cette initiative démontrent, pour la première fois, au grand public, que les juges et les procureurs ont activement collaboré avec les nazis et surtout que ces fonctionnaires sont toujours en place dans la RFA, État «démocratique», censé avoir été «dénazifié». Le SDS contribue ainsi à briser «*le silence généralisé de la société et des familles sur le fascisme allemand et ses crimes*» en soulignant «*la continuité des carrières dans de nombreux domaines de la société, parfois jusqu'aux plus hautes fonctions gouvernementales*» [Virchow, 2021]. Cette critique était jusque-là peu développée et audible à l'Ouest, et considérée comme de la «propagande communiste[5]» émanant de la RDA.

---

[5] «[…] *Jusqu'à la fin des années 1960, Bonn est dans le discours de la RDA un repère de nazis, de fascistes, de criminels de guerre et de revanchards alliés aux impérialistes américains et à leur complexe militaro-industrie*l. […] *en 1963, la RDA ouvre une instruction contre Hans Globke, secrétaire d'État à la Chancellerie, qui avait été le commentateur officiel des lois de Nuremberg sous le III*e *Reich*. […] *elle fait diffuser en 1965 le* Livre gris *(Graubuch), une documentation qui énumère 1 800 grands nazis ou criminels de guerre qui occupent des fonctions importantes en République*

1960 : les Églises protestantes organisent la première «marche de Pâques» contre la guerre et la course à l'armement. Cette initiative correspond assez bien au «neutralisme» de la gauche qui souhaite, depuis le début de la guerre froide, que l'Allemagne se réunifie mais qu'elle ne rejoigne ni le camp américain ni le camp soviétique.

13 août 1961 : en une nuit, les Soviétiques et les staliniens est-allemands édifient le mur de Berlin pour stopper l'hémorragie des Allemands de l'Est vers l'Ouest : 3,85 millions de personnes, soit un quart de la population[6], quittent en effet la RDA stalinienne pour la RFA, entre octobre 1949 et août 1961.

Octobre 1961 : le SPD rompt ses liens avec le SDS, qui avait déjà commencé à s'éloigner politiquement de la social-démocratie. Le Parti socialiste allemand interdit la double appartenance à ces deux organisations. Jusqu'à son autodissolution en 1970, le SDS devient un foyer très vivant pour tous les courants de l'extrême gauche.

1963-1965 : une série de procès se tiennent à Francfort, notamment contre des nazis ayant commis des crimes à Auschwitz. L'impact de ces procès est considérable, car il se combine à l'impact mondial du procès Eichmann qui avait eu lieu en 1961-1962, à Jérusalem.

1965 : la RFA noue des relations diplomatiques avec Israël, et «l'État hébreu» est un partenaire privilégié des gouvernements conservateurs que combat la Nouvelle Gauche. Au fil des années, l'Allemagne deviendra un partenaire commercial et militaire important, ce qui influencera le développement de l'antisionisme à partir de 1967, d'autant que «*la démocratie allemande a cherché à prouver sa purification (dans les valeurs, et pas seulement dans les arrangements formels) en s'appuyant sur l'objet de substitution qu'est Israël*» [Ullrich, 2008].

Les premiers Comités Palestine apparaissent, à l'initiative du SDS et en collaboration avec le Fatah.

Décembre 1966 : Première «Grande coalition» CDU/CSU/SPD qui marque l'acceptation par les partis de droite du SPD comme parti «responsable», même si certains Parlements régionaux étaient déjà dirigés par les sociaux-démocrates. Cette «Grande coalition» suscite aussi une grande… déception chez les sympathisants de gauche à l'égard du SPD. Cette union nationale est fragile puisque, dix ans plus tard, la CDU d'Helmut Kohl fera encore campagne sur le thème «*La Liberté ou le Socialisme*» !

1966 est sans doute aussi l'année de naissance de l'APO (l'Opposition extraparlementaire), à l'appel notamment de Rudi Dutschke. Les contours de l'APO, au départ, correspondent au mouvement étudiant contestataire. Au fil des ans, d'autres couches sociales se mobiliseront et de nouvelles causes apparaîtront qui dépasseront la simple démocratisation de l'université : aux luttes contre les lois d'urgence, la menace d'une guerre nucléaire et l'intervention militaire américaine au Vietnam, viendront s'ajouter la protection de l'environnement, l'écologie, la lutte contre la fermeture des centrales nucléaires, etc.

19 février 1967 : «*établissement de la Kommune I, commune hippie et base contestataire*» [M.D.].

2 juin 1967 : un manifestant, Benno Ohnesorg, est abattu par un flic, alors que quelques milliers de personnes manifestent contre la visite officielle du Shah d'Iran. **1967 marque le début du «68» allemand qui durera jusqu'en 1969.**

5-10 juin 1967 : la guerre des Six-Jours conduit le mouvement étudiant à soutenir les organisations palestiniennes, violemment attaquées par les médias et les principaux partis allemands. «*Dans ce contexte, de nombreux partisans du mouvement étudiant naissant conclurent :*

---

fédérale, en particulier dans la justice et dans l'armée, ou qui touchent des pensions confortables» [Poumet, 2006].

[6] En dehors des raisons politiques, cet exode continuel de l'Est vers l'Ouest a aussi par des raisons économiques. Au début des années 1960, donc juste avant l'édification du Mur, en RDA, «*Les plaintes et réclamations continuaient à se faire entendre concernant la pénurie de beurre, viande, légumes, fruits, cosmétiques, pièces de rechange, articles métalliques, vaisselle, papiers peints, outils, vêtements pour enfants, ainsi que celle des produits industriels tels que les automobiles, réfrigérateurs, téléviseurs, machines à laver, bicyclettes*» [A. Kaminsky in Cahn, 2009A].

“Si Springer est pour Israël, nous ne pouvons qu’être contre*.” L’État juif pionnier, autrefois considéré comme progressiste, ne fut bientôt plus perçu que comme une “tête de pont de l’impérialisme américain” en Arabie. En septembre 1967, l’Union des étudiants socialistes allemands (SDS), le mouvement organisé le plus important de l’opposition extraparlementaire, fut parmi les premières organisations à opérer un virage antisioniste sans concession. Cette association radicale de gauche, qui réunissait à l’époque des courants “traditionalistes” (pro-Moscou) et “anti-autoritaires” et libertaires, adopta une rhétorique agressivement anti-israélienne : “ La colonisation sioniste de la Palestine signifiait, et signifie toujours, l’expulsion et l’oppression de la population arabe indigène qui y vit par une classe de colons privilégiés.”*» [Kloke, 2007.]

Si, jusqu’ici, dans le SPD, dans les syndicats, les milieux libéraux et chez les chrétiens de gauche modérés, Israël apparaissait comme un État-refuge pour les survivants du judéocide, «*La guerre des Six Jours de 1967 marque un tournant radical par rapport au consensus de la gauche favorable à Israël. La solidarité avec les juifs (sous la forme de l’État d’Israël), délibérément affichée contre la génération des parents, ne pouvait plus être maintenue*» [Ullrich, 2008]. L’antisionisme de l’extrême gauche ouest-allemande converge avec la propagande des staliniens est-allemands.

Aux yeux de l’extrême gauche allemande (mais aussi internationale), Israël va devenir de plus en plus un bloc réactionnaire, raciste, colonialiste, monolithique, «*ennemi de toute émancipation*», «*pivot stratégique de l’impérialisme*». L’idée de se préoccuper de mobiliser les travailleurs israéliens aux côtés des travailleurs palestiniens apparaîtra de plus en plus loufoque aux «gauchistes» allemands. Vingt ans plus tard, en 1988, même le KB maoïste (qui, en 1973, considérait encore que «*Le conflit au Moyen-Orient ne* [pouvait] *être résolu que par la destruction de l’État sioniste*») dut annuler sa participation à une manifestation parce que les autres organisations considéraient que le seul fait «*de rechercher des alliés parmi le prolétariat israélien*» équivalait à «*une reconnaissance de facto d’Israël*» [Weiss, 2005].

La rupture de 1967 pour la Nouvelle Gauche allemande et internationale

«*La guerre de 1967 a marqué un tournant* […] *Ce n’est qu’avec les conflits armés autour d’Israël que le conflit au Proche-Orient est devenu un sujet important pour la gauche. Au cours de ce processus, Israël est devenu une “entité sioniste” à laquelle la lutte de la gauche internationaliste s’est intéressée.* […] *Le pays, autrefois menacé, était en outre devenu une puissance d’occupation.* […]. *Quelles étaient les raisons de l’adoption d’une politique anti-israélienne aussi claire et nette par la Nouvelle Gauche ? Le climat réceptif au sein d’une gauche désormais prioritairement anti-impérialiste et anticoloniale est certainement une condition essentielle. Cela a offert un modèle d’interprétation commode pour dénoncer l’occupation de la Cisjordanie et la militarisation d’Israël.»* [Ullrich, 2008.]

C’est d’ailleurs ce qu’exprima très clairement une résolution du SDS adoptée en septembre 1967 : «*La colonisation sioniste de la Palestine signifiait et signifie encore aujourd’hui l’expulsion et l’oppression de la population arabe indigène qui y vit, par une classe privilégiée de colons*[7]», ce que l’on appelle aujourd’hui, dans les milieux universitaires et de gauche, un «*colonialisme de peuplement*» (terme qu’utilisait déjà l’OLP à la même époque[8]).

«La proximité entre la principale puissance impériale, les États-Unis, qui ont mené la guerre du Vietnam, et Israël peut également être déterminante. A cela s’ajoute une transformation du sionisme. […] *Et les conservateurs occidentaux se tournaient de plus en plus vers l’État d’Israël* […]. *Les Palestiniens pouvaient en outre satisfaire des besoins identitaires des Occidentaux. En*

[7] Document présenté par l’historien Martin Kloke durant sa conférence, «Zwischen Alltagsempirie und Wahn. Palästina in der deutschen Linken» («Entre empirisme quotidien et délire. La question de la Palestine dans la gauche allemande»), https://www.youtube.com/watch?v=8yuGNkELeOM.

[8] https://www.contretemps.eu/colonialisme-israel-sionisme-palestine-pappe/

tant que partie non blanche, faible mais combattante dans le conflit, qui mobilisait une vision romantique de la guérilla, elle était un point de référence idéal pour la Nouvelle Gauche. Certes, le souvenir encore récent de la Shoah s'y opposait, ce qui explique pourquoi la transition ne s'est pas faite en douceur. Mais il a été possible de renouer avec l'héritage classique de la gauche, à savoir la distance vis-à-vis du judaïsme en tant que nation et la sous-estimation de l'antisémitisme. Dans son hostilité à Israël, la Nouvelle Gauche occidentale s'est même montrée par endroits plus radicale que l'Union soviétique [...]. *Les années 1970 ont été l'époque de la haute conjoncture des comparaisons d'Israël avec le national-socialisme, de la dénonciation du sionisme comme racisme, de l'assimilation d'Israël au régime d'apartheid en Afrique du Sud.*[...]. *A cela s'ajoute l'inflation contemporaine de la notion de fascisme dans la gauche post-Troisième Reich, dont le fascisme représentait l'Autre absolu. Enfin, l'immense idéalisation des mouvements et des régimes de libération anticoloniaux a rendu la question nationale virulente et a ainsi fourni des connexions structurelles à l'antisémitisme, même si le pro-nationalisme*[9] *de la gauche ne s'est déchargé que de manière projective sur des objets de substitution dans le tiers monde.*

Ces éléments ont également été repris dans l'héritage des soixante-huitards, qui a laissé des traces plus ou moins marquées dans les nouveaux mouvements sociaux, la gauche libertaire et autonome ainsi que dans les nouveaux groupes et groupuscules dogmatiques. Les nouveaux "groupes K" dogmatiques, d'origine maoïste et trotskiste, qui se sont développés au sein de la Nouvelle Gauche, ont joué un rôle prépondérant dans cette radicalisation antisioniste.» [Ullrich, 2008]

«Ne croyez personne qui ait plus de 30 ans», disait-on dans les années 1960. La discussion sur le «68» allemand a amené la plupart des spécialistes à la conclusion qu'il faut prendre les années 1967-1969 comme point de référence pour définir «68», au point que l'universitaire Norbert Frei pense même qu'on devrait plutôt utiliser l'expression «soixante-septards[10]». Le «68» allemand s'insère lui-même dans ce que Gerd Koenen a appelé la «décennie rouge» –1967-1977.

Quant au terme «soixante-huitards», il ne désigne pas uniquement ceux et celles qui auraient eu, disons, entre 18 et 21 ans cette-année là, mais aussi ceux, un peu plus âgés, qui furent des figures du mouvement (par exemple, Mahler est né en 1936, Kuntzelmann en 1938, Dutschke en 1940, etc.). Il existe bien sûr un contre-récit largement diffusé dans les grands médias et à droite, comme en témoignent ces résumés des propos très caractéristiques tenus par différents historiens d'un colloque en 2011 (https://www.hsozkult.de/conferencereport/id/fdkn-122517):

– «*Une grande partie du mouvement de 68 a principalement utilisé la notion de fascisme comme un terme de combat pour qualifier la République fédérale et les États-Unis de régimes bourgeois à tendance fasciste et pour les discréditer publiquement. L'utilisation du concept marxiste de fascisme par une grande partie des "soixante-huitards" a ainsi révélé une attitude anti-républicaine largement répandue au sein du mouvement de 1968*» (G. Dworok) ;

– il faut «*donc rejeter la thèse selon laquelle ce sont les "soixante-huitards" qui, par leurs*

[9] A l'époque on assiste à une «*renaissance du concept de peuple dans la nouvelle gauche et les groupes armés qui en sont issus*» [Weiss, 2005] mais l'extrême gauche ignore l'histoire du Proche et du Moyen-Orient. Le démembrement de l'empire ottoman (entériné par le traité de Sèvres en 1920) ; la force explosive du nationalisme révolutionnaire «laïque» ou religieux (les Frères musulmans apparaissent en 1928) ; la décolonisation et l'apparition de nouveaux États indépendants au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, tous ces événements se sont retournés contre les populations juives, de la Palestine à l'Irak, de l'Algérie à la Syrie, de l'Égypte à l'Iran, sans oublier le Maroc et le Yémen. Si l'on ne tient pas compte de ces *«processus de constitution nationale»*, on ne peut saisir pourquoi la moitié de la population actuelle d'Israël est aujourd'hui composée de Juifs provenant de pays arabes et/ou musulmans et de leurs descendants, expulsés ou contraints à l'exil dès les années 1950.

[10] Choix adopté aussi par le journal *Libération* dans un article publié en 2018 https://www.liberation.fr/planete/2018/04/13/allemagne-les-soixante-septards-de-berlin-ouest_1643292/

protestations, auraient libéralisé et démocratisé la République fédérale». Selon Gerd Langguth, de nombreux soixante-huitards agissaient «*à partir de la distinction discutable, car impossible à établir clairement, entre la violence contre les biens et la violence contre les personnes*» ; leurs pensées et leurs actions étaient «*anti-pluralistes*» (en clair antidémocratiques, pour ne pas dire totalitaires ou fascistes). Et, pour conclure, le même historien *interprète «le fait que de nombreux acteurs de l'époque occupent aujourd'hui des fonctions politiques importantes dans la République comme un signe de la force d'intégration politique de l'État fédéral allemand !*»

– A ces interprétations de droite, il faut ajouter celle «de gauche» (du moins selon lui !) présentée par l'ex-maoïste repenti Gerd Koenen pour qui sa génération était animée par une *«utopie de la purification*», une «*ambition totalitaire*», une «*frénésie de purge*», «*le sentiment apocalyptique que "tout est encore là, juste sous la surface, nous dévore, nous sommes une petite minorité radicale, on veut nous détruire"*», en clair un esprit mégalomaniaque : «*Je suis marxiste, donc* je suis*, parce que je m'inscris dans une grande et importante continuité historique*», la construction de fantasmes autour d' «*une histoire familiale collective allemande névrosée»* etc. [Koenen, 2005].

5 septembre 1967 :» *lors du congrès du SDS Rudi Dutschke et Hans-Jürgen Krahl font un exposé sur le principe d'organisation faisant référence au principe de guérillero urbain*» *[M.D.]*.

21 octobre 1967 : «*échec de l'attaque à l'explosif contre la Maison de l'Amérique de Berlin-Ouest par Andreas Baader et Astrid Proll*» *[M.D.]*.

1967-1976 : résistant et rescapé d'Auschwitz, Jean Améry* publie plusieurs articles qui critiquent l'attitude de la gauche face à Israël[11] et joueront un rôle politique important quelques années plus tard. Selon un théoricien *antideutsch*, *«L'histoire des antideutsch d'aujourd'hui commence à la fin des années 1980, lorsque de petites parties de la gauche radicale commencèrent à se rapporter à Jean Améry qui, depuis la guerre des Six Jours en 1967, avait souligné à plusieurs reprises que la gauche devait se redéfinir dans la lutte contre l'antisémitisme et l'antisionisme*» [Grigat, 2007].

Février 1968 : à Berlin-Ouest, un congrès international sur le Vietnam réunit des représentants de toute l'extrême gauche européenne.

2 avril 1968 : «*une bombe incendiaire explose dans la nuit dans deux grands magasins de Francfort […] en protestation contre "le génocide au Vietnam "; un procès s'ensuit pour Andreas Baader, Gudrun Ennslin, Thorwald Proll, Horst Söhnelein*» *[M.D.]*.

11 mai 1968 : *«manifestation de 70 000 personnes à Bonn contre les mesures d'état d'urgence*» *[M.D.]*.

30 mai 1968 : «*mise en place des lois sur l'état d'urgence par l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest*» (M.D).

4 novembre 1968 : «*mobilisation de l'Opposition extra-parlementaire et très violents affrontements avec la police (130 policiers blessés) de la part des étudiants soutenus par des ouvriers et des rockers*» (M.D).

1968 : L'année 1968 traumatise «*les fraternités* et autres associations conservatrices/de droite, car le mouvement étudiant brise définitivement l'influence de ces associations dans les universités*» [AIB, 1999].

1969 : «*La solidarité entre les étudiants allemands de gauche et les partisans arabes du Fatah vivant en République fédérale devint en 1969 un élément central de la "solidarité" internationale. L'hostilité de la Nouvelle Gauche envers Israël se transforma en une vision antisioniste du monde. À la fin du mois de juillet 1969, une douzaine de membres éminents du SDS se rendirent en Jordanie avec d'autres participants internationaux.* […] *Le groupe de visiteurs jugea totalement absurde*

[11] Cf. Jean Améry, *Le nouvel antisémitisme*, Les Belles Lettres, 2025. Le titre de ce recueil prête à confusion, puisque cette expression a changé de sens depuis les années 1970 et que l'auteur n'attribuait nullement l'antisémitisme aux «musulmans» vivant en Europe, contrairement aux tenants actuels du «nouvel antisémitisme».

l'idée de se rendre aussi en Israël pour vérifier la solidité de ses positions. [...] *À certaines occasions, le SDS* [...] *traduisit et publia les communiqués militaires triomphalistes du Fatah sur les attentats terroristes "réussis" en Israël. Les contacts avec la "résistance" palestinienne se poursuivirent* [...] *: une conférence de l'OLP en décembre 1969 réunit 200 participants étrangers, dont le président du SDS de l'époque, Udo Knapp, et le futur ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer*» [Klokke, 2007].

9 novembre 1969 : un membre d'un groupuscule (les «Tupamaros Berlin-Ouest») place une bombe dans le centre communautaire juif de Berlin-Ouest et plusieurs monuments consacrés au judéocide sont tagués avec les slogans «Shalom + Napalm» et «El Fatah». La date choisie est celle du «*31e anniversaire de la nuit de Cristal fasciste*» et le groupuscule proclame cyniquement : «*L'immobilisme théorique dont fait preuve la gauche dans le traitement du conflit au Proche-Orient est le produit de la conscience allemande de sa culpabilité.* [...] *Le traitement névrotique et historiciste de l'illégitimité historique de l'État d'Israël ne permet pas de surmonter cet antifascisme impuissant.* […] *la Nuit de cristal* se répète chaque jour, grâce aux sionistes, dans les territoires occupés, dans les camps de réfugiés et dans les prisons israéliennes. Le véritable antifascisme consiste à se solidariser clairement et simplement avec les fedayins qui luttent.* [...] *Les Juifs chassés par le fascisme sont eux-mêmes devenus des fascistes qui, en collaboration avec le capital américain, cherchent à exterminer le peuple palestinien*» [cité *in* Weiss, 2005].

L'attentat ne fait aucune victime car le matériel est fourni par une taupe de la police (comme on le découvrira quelques décennies plus tard).

Selon un militant trotskyste (qui se garde de citer le communiqué en entier), «*Un tract publié dans le magazine d'extrême gauche* Agit 883 *explique que "l'Israël raciste et sioniste, avec du Napalm… et des chars allemands, défend les intérêts pétroliers de la police mondiale dans toute la région arabe". Les auteurs soutiennent le Fatah, le groupe nationaliste palestinien dirigé par Yasser Arafat, qui "montrait à chacun comment combattre l'impérialisme, le sionisme et le système dans son propre pays"*» [Flakin, 2023]. Selon ce militant, le Comité Palestine de Francfort (dont Daniel Cohn-Bendit) aurait «*pris ses distances*» vis-à-vis de cette action en la considérant «*objectivement comme une provocation*». Or, ce faussaire d'extrême gauche omet volontairement la conclusion qui appelait clairement à se solidariser avec les Tuparamos-Berlin Ouest: *«Si les auteurs des attentats berlinois tombaient toutefois entre les mains de la "justice de classe", il faudrait les défendre malgré leurs "erreurs politiques[12]"*» (pour plus de détails sur ce groupuscule et son chef antisémite, Dieter Kunzelman, on lira la partie qui lui est consacrée, pp. 72-77 de ce livre à paraître).

Ces «*erreurs politiques*» (?) allaient assez loin puisque Dieter Kunzelmann, des Tupamaros Berlin-Ouest, écrivit dans une lettre publiée par *Agit 883* et que ce magazine prétendit avoir reçue de Jordanie : «*La Palestine est à la RFA et à l'Europe ce que le Vietnam est aux Américains. La gauche ne l'a pas encore compris. Pourquoi ? A cause de son complexe juif. Certains disent : "Nous avons gazé 6 millions de Juifs. Aujourd'hui, les Juifs s'appellent Israéliens. Ceux qui combattent le fascisme sont pour Israël." C'est aussi simple que cela, et pourtant cela ne tient pas la route. Lorsque nous aurons enfin compris l'idéologie fasciste du "sionisme", nous n'hésiterons plus à remplacer notre simple philosémitisme par une solidarité sans équivoque avec le Fatah, qui a repris le combat contre le Troisième Reich d'hier et d'aujourd'hui et ses conséquences au Moyen-Orient.*» [cité *in* Weiss, 2005].

20 décembre 1969 : «*attaque incendiaire des Tupamaros West Berlin contre le KaDeWe (centre commercial de l'ouest) à Berlin-Ouest*» *[M.D.]*

Février 1970 : à Munich, un attentat contre un centre communautaire juif à Munich tue 7 personnes et en blesse en blesse une vingtaine.

2 février 1970 : «*fondation du Collectif socialiste des patients (Sozialistische Patientenkollektiv), mouvement anti-psychiatrique dont seront issus de nombreux activistes de la RAF (Elisabeth von*

[12] http://www.trend.infopartisan.net/litlisten/aufruhr/aufruhr25.html.

Dyck, Hanna Krabbe, Lutz Taufer, Bernhard Rössner, Sieglinde Hofman, Siegfried Hausner, etc.)» *[M.D.]*.

1970 : le SDS s'auto-dissout le 21 mars. Il donne naissance à une multitude de «groupes K», maoïstes ou maoïsants, pour l'essentiel, qui demandent à leurs membres d'aller «s'établir» en usine pour tenter de gagner des ouvriers à leur cause. Cette décision est liée à la fois à une désillusion sur les potentialités du mouvement étudiant et à une petite vague de grèves qui éclate en septembre 1969 et suscite de nouveaux espoirs chez les militants « gauchistes » [Popp et Getzer, 1974].

15 juillet 1971 : «*plus grande campagne de contrôle policier de l'histoire de l'Allemagne de l'Ouest et de Bernlin-Ouest pour intercepter 50 membres de la RAF ; dans ce cadre Petra Schelm est exécutée par la police*» *[M.D.]*.

novembre 1971 : «*Astrid Proll devient la première prisonnière de la RAF à affronter la cellule de déprivation sensorielle, à Cologne-Ossendorf*» *[M.D.]*.

31 mai 1972 :»*130 000 policiers organisent des contrôles dans tout le pays» [M.D.]* après une série d'attentats organisés par la RAF et les Cellules Révolutionnaires contre des installations de l'armée américaine et de la police allemande.

Juin 1972 : arrestation d'Andreas Baader, Holger Meins et Jan-Carl Raspe, puis, quinze jours plus tard, d'Ulrike Meinhof.

Novembre 1972 : après le massacre des athlètes israéliens à Munich le 5 septembre, Ulrike Meinhof* et Horst Mahler*, membres de la Fraction Armée Rouge*, louent les actes de ce «*commando courageux contre les soldats sionistes qui se sont présentés à Munich comme des taureaux sportifs*» [in Ullrich, 2008].

1973 : Herbert M. Gremliza organise un «putsch» interne pour reprendre en main *konkret* qu'il contrôlera désormais. Son orientation politique est axée sur une critique impitoyable du nationalisme allemand, le soutien aux initiatives antinazies et antiracistes, la défense des travailleurs immigrés et la critique de l'antisionisme.

«*En principe pluraliste, non attachée à une organisation particulière»*, cette *«publication de la gauche intellectuelle*» connaîtra «*son heure de gloire dans les années 1970 en RFA où elle* [accompagnera] *l'essentiel des mouvements sociaux : de mai 1968 aux mouvements écologiste et pacifiste en passant par la Fraction Armée Rouge et les guérillas urbaines»* [Joly, 2012]. Son rédacteur en chef, Herman Gremliza, qui démissionne du *Spiegel* pour rejoindre k*onkret* en 1972,, «*se livre à des commentaires au vitriol de la vie politique allemande, avec un snobisme assumé et dans une langue inimitable*» [Joly, 2012] et il est aidé dans cette tâche par Wolfgang Pohrt*, et des collaborateurs occasionnels comme Gunther Walraff ou Heinrich Böll.

A partir de 1974, *konkret* prend progressivement ses distances avec la Nouvelle Gauche anti-impérialiste pour finalement, au moment de la première guerre du Golfe, en 1991, devenir «*le premier bastion de la gauche antideutsch»* [Joly, 2012].

Novembre 1974 : dans plusieurs villes «*l'État organise l'opération "Voyage hivernal", avec contrôles d'identité massives et perquisitions de bureaux, cabinets d'avocat, imprimeries et colocations considérés comme de gauche*» *[M.D.]*.

1974 : les prisonniers de la RAF organisent plusieurs grèves de la faim durant l'année et, le 9 novembre 1974, l'un d'eux «*Holger Meins meurt lors de sa grève de la faim, après avoir été notamment nourri de force, sa mort provoque une onde de choc*» *[M.D.]*.

21 mai 1975 : «*début du procès monstre contre la RAF dans un nouveau bâtiment construit pour l'occasion comme annexe-forteresse de la prison de Stuggart-Stammheim*» *[M.D.]*.

21 décembre 1975 : Hans Joachim Klein (des Cellules révolutionnaires) participe à l'action d'un commando palestinien qui attaque le sommet de l'OPEP à Vienne.

16 janvier 1976 : « *Le Parlement instaure des lois portant à jusqu'à trois années de prison la condamnation pour possession de documents célébrant la violence*» *[M.D.]*.

Juillet 1976 : Avec un groupe de Palestiniens, Wilfred Böse et Brigitte Kuhlmann, membres des Revolutionären Zellen (Cellules révolutionnaires*) détournent un avion vers Entebbe et trient entre les passagers juifs et non juifs. Plusieurs passagers sont des survivants du judéocide et l'un d'eux (Dora Bloch) meurt dans l'affrontement avec le commando israélien qui libère les otages.

18 août 1976 : «*instauration de la loi 129a sur le soutien à une association terroriste*» *[M.D.]*

Juin 1979 : les Cellules révolutionnaires (RZ) publient un communiqué qui colporte un mensonge omniprésent dans la propagande antisioniste européenne ou palestinienne jusqu'à ce jour : «*La lutte contre le sionisme est la lutte la plus décisive contre toute forme d'antisémitisme. Car tout comme elle combat les crimes fascistes, elle combat les crimes de l'État israélien contre les Palestiniens, qui sont eux-mêmes des Sémites*» [cité in Weiss, 2005]. Non seulement les RZ prétendent que l'antisémitisme serait dirigé contre tous les «Sémites*» (notion uniquement linguistique, et non ethnique ou géographique), mais en plus ils affirment qu'Israël ferait preuve d'antisémitisme contre la population palestinienne. «*Cette inversion de la culpabilité formulée par un groupe allemand est, à l'instar des théories du complot, une projection qui fait partie intégrante du répertoire antisémite*» [Weiss, 2005].

12 décembre 1979 : «*l'OTAN décide de l'installation de missiles américains Pershing II à tête nucléaire en Allemagne*» *[M.D.]*.

12-13 janvier 1980 : création du parti fédéral Die Grünen, les Verts.

1980 : L'historien et philosophe Moishe Postone (qui vivra à Francfort pendant dix ans, entre 1972 et 1982) publie «National-socialisme et antisémitisme : un essai théorique[13]» (*New German Critique,* n° 19, hiver 1980). Cet article, comme d'autres du même auteur, influencera les *antideutsch* après 1989 et aussi d'autres courants, dans la mesure où l'auteur présente l'antisémitisme comme une conséquence du système capitaliste qui dissimule les véritables forces motrices de la société.

1980 : la chanson du groupe punk Stimme, «*Deutschland muss sterben*» [L'Allemagne doit mourir] fait scandale et marque la jeunesse contestataire.

Tentant de dresser un bilan dépassionné des années 1970, un sociologue de gauche (et… optimiste) souligne que le SDS et plusieurs groupes d'immigrés dénoncent des actes antisémites comme l'incendie de la synagogue de Berlin, ou les graffitis sur les monuments aux morts juifs, durant cette période et il conclut : «*Il n'est donc pas nécessaire d'accuser l'ensemble du mouvement anti-impérialiste d'antisémitisme subjectif. Ce qui est déterminant, c'est le sens communicationnel véhiculé par les amalgames, les stéréotypes et la focalisation sur Israël, et donc la structure antisémite et discriminatoire des discours à l'égard des Juifs et des Juives. Le fait qu'il n'y ait pratiquement pas eu de critique de ces tendances jusque dans les années 1980 est un facteur aggravant*», [Ullrich [2008].

Un groupe «*antideutsch*» avant la lettre

1981 : création de l'ISF, à Fribourg-en-Brisgau. Il s'agit d'un petit groupe (5 à 8 personnes aujourd'hui, selon son site) auquel appartient Joachim Bruhn (décédé en 2019). L'ISF s'inspire de l'École de Francfort et des « communistes de conseils »*. Il a été fondé par d'anciens membres du Sozialistische Buro*, rejoints par quelques membres du GIM (trotskiste) et de l'Action non-violente de Fribourg, et propose chaque semestre des conférences à jour fixe à Fribourg[14]. Depuis 1983, l'ISF dirige également ça ira Verlag, une maison d'édition qui publie les œuvres d'un large éventail d'auteurs «*matérialistes et critiques de l'idéologie*» en plus des publications des membres de l'ISF. Selon son site, le groupe prône toujours, en 2025, «*une société mondiale sans État ni classes*» [cf. Annexe 2], aussi baroque que puisse paraître cette affirmation, étant donné son soutien aux interventions militaires américaines et aux gouvernements israéliens depuis les années 1990.

1981-1986 : montée du pacifisme et premières discussions sur l'antisionisme et

---

[13] Disponible dans le recueil de Moishe Postone, *Critique du fétiche-Capital. La gauche, l'antisémitisme et le capitalisme* (PUF, 2013) et en ligne : https://www.palim-psao.fr/2019/02/antisemitisme-et-national-socialisme-par-moishe-postone.html

[14] Depuis octobre 1997, cette association organise des conférences pour stimuler les discussions théoriques au sein de la gauche radicale. Les contributions sont publiées sous forme de livres ou sur son site: http://www.jourfixe.net/.

l'antisémitisme de gauche

«*Au départ, dans la foulée de la campagne menée contre la bombe à neutron, l'impulsion a été donnée par une petite organisation proche du KPD, la DFU (l'Union allemande pour la paix) où militent également des "Verts" et des luthériens, et qui a pris l'initiative de faire signer "l'appel de Krefeld", un texte en faveur du désarmement, lancé en novembre 1980*» [Milza, 1987].

Juin 1981 : 80 000 manifestants se mobilisent pour le *Kirchentag* (le Jour de l'Église) à Hambourg autour du thème : «*Tremblez, la mort atomique nous menace tous*.» Le pacifisme se révèle comme une force politique [Falbisaner, 1984].

Le mouvement s'étend *«par le truchement des comités de la paix, à de nombreux secteurs de l'opinion, relayé par les écologistes, les alternatifs* – héritiers de la contestation gauchiste des années 1970 –, les Églises*[15] *protestantes et bientôt la majorité du SPD*» [Milza, 1987]. Les militants organisent «*des manifestations de masse dans les principales villes allemandes*», «*des initiatives diverses (grèves scolaires, chaînes humaines, campagne des "cent mille cartes postales pour le chancelier Kohl"»* [Milza, 1987].

10 octobre 1981 : appelée par 700 organisations, une «marche pour la paix» réunit entre 250 000 et 300 000 personnes à Bonn qui refusent l'implantation, prévue par l'OTAN, de fusées Pershing-2 et de missiles de croisière, en RFA, à partir de 1983.

Conséquence : «*À l'automne 1983, les sondages donnent une énorme majorité – 72% des personnes interrogées – aux adversaires des missiles, 77% d'entre elles déclarant en outre avoir une image positive du mouvement de la paix*» [Milza, 1987].

1982 : l'attaque d'Israël contre le Liban et l'invasion de ce pays suscitent le «*premier débat intense sur l'antisionisme et l'antisémitisme au sein des groupes de gauche allemands*» [Erlanger, 2009]. La guerre se terminera en 1985 mais Israël n'évacuera toutes ses troupes qu'en 2000.

1985 : Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président américain Ronald Reagan se rendent au cimetière militaire de Bitburg. Cette réconciliation symbolique se déroule devant les tombes des soldats allemands de la Wehrmacht et de la SS tombés au champ d'honneur. La signification de cette cérémonie, et l'indifférence de l'extrême gauche inquiéteront Moishe Postone qui écrira deux articles à ce sujet [Postone, 1995].

L'apathie du mouvement pacifiste et de la gauche face à Bitburg indigne aussi un journaliste, Wolfgang Pohrt, dont la parole pèse dans le débat public, contrairement à celle de Postone, pratiquement inconnu à l'époque. Pohrt situe sa critique dans un cadre plus général : «*Dans les années 1980, Pohrt s'oppose au mouvement pacifiste, qu'il qualifie de "mouvement qui favorise un renouveau du nationalisme allemand", car il y voit un nouveau nationalisme dirigé contre les États-Unis.* "*Un mouvement pacifiste qui ne reconnaît plus les partis et les classes, mais seulement les Allemands, ne peut obtenir qu'un succès partiel : la défaite finale de la gauche.*" *Pohrt soupçonne que l'antisémitisme reste virulent en Allemagne, mais que, puisqu'il n'y a pratiquement plus de Juifs dans ce pays, cette haine sera dirigée contre Israël. Il décrit la solidarité avec l'OLP comme une prise de parti pour une "grande organisation militante de personnes déplacées" et comme l'expression de la nécessité de restaurer l'identité nationale endommagée*» [*KAZ*, 2006].

1985 : un débat éclate au sein du KB* maoïste qui croyait jusqu'ici à une «fascisation» rampante non seulement de l'État mais aussi de la société.

Il faut dire que cette notion de «*fascisation progressive de l'État et de la société par la bourgeoisie*» était un mantra très répandu dans l'extrême gauche allemande mais aussi

---

[15] A l'Ouest, les Églises protestantes et catholiques «*représentent un pôle de stabilité* […]. *elles sont des interlocuteurs privilégiés des Alliés, même en zone soviétique. On les ménage : elles obtiennent d'effectuer la dénazification de leur personnel de façon autonome ; elles ne subissent pas d'expropriations. En confessant publiquement les errements du passé, elles contribuent à revaloriser l'image de l'Allemagne à l'étranger (du moins dans le monde œcuménique protestant)*» [S. LeGrand *in* Cahn 2009A]. Elles tirent même «*profit de leur image de foyers de résistance contre les nazis – ce qui est au plus une demi-vérité»*, comme l'écrit très charitablement une historienne [C. Klessman, *in* Cahn, 2009A].

internationale, depuis des années. Rudi Dutschke avait déjà déclaré dans une interview: «*La nouvelle forme du fascisme ne se trouve plus dans un parti ou une personne, mais dans toutes les institutions du capitalisme tardif*» (*Konkret*, n° 5, mai 1968). Et, en janvier1969, un tract du SDS affirmait : «*La transformation de l'université autoritaire en université totalitaire* [...] *correspond à la transition du libéralisme au fascisme* [...] *vers 1933. Les universités sont déjà en train de subir une fascisation rampante*» [cité in Hammerstein, 2008]. Les « gauchistes » considéraient, pêle-mêle, l'interdiction du KPD de 1956, les lois d'urgence de 1968 (traitées de «*lois nazies*»), la campagne contre la RAF, les déclarations politiques de représentants de la CDU/CSU et du Capital comme des indices de la «fascisation[16]» («*Le NPD et la CDU nous apporteront le fascisme en un rien de temps*» était un slogan fort répandu). Les manifestants faisaient souvent le salut hitlérien en voyant les flics. Le magazine *Agit 883* se demandait «*Quand les premiers camps de concentration réouvriront-ils ? Quand les premiers fours brûleront-ils à nouveau pour que les porcs puissent tenter de nous éliminer ?*» et une affiche proclamait «*La solution finale à la question étudiante est à portée de main»* [cité in Hammerstein, 2008].

Le KB maoïste postulait «*la disposition fondamentale des masses, non à la révolution comme dans les autres groupes K, mais au contraire à la "fascisation"*» [Joly, 2012] et considérait «*l'émergence d'un nouveau fascisme comme une possibilité réaliste*» [Erlanger, 2009]. La majorité du KB abandonne cette thèse, tandis que la minorité, qui deviendra l'un des courants des futurs *Antideusch* (le «Groupe K» de Hambourg qui fondera le journal *Bahamas* en 1992), s'y accroche et l'intégrera dans son analyse «anti-allemande» quelques années plus tard.

1986 : la «querelle des historiens» se déclenche à cause de la tentative des historiens conservateurs (dont Ernst Nolte) d'atténuer la nocivité du Troisième Reich en le présentant comme un mouvement issu de la grande frayeur de la bourgeoisie allemande face au «bolchevisme», et donc comme une stratégie de défense contre le «communisme totalitaire» [Husson, 2007]. A cette époque, le «patriotisme constitutionnel*», plus ou moins devenu l'idéologie officielle des partis du centre et de la gauche sociale-démocrate, semble avoir chassé les vieux démons du nationalisme allemand.

1986 : le journaliste Henryk M. Broder publie *Der ewige Antisemit. Uber Sinn und Funktion eines bestandigen Gefuhls* (L'éternel antisémite. Sur le sens et la fonction d'un sentiment persistant), livre qui suscite de vives réactions. Plutôt que de critiquer l'antisémitisme classique de la droite antijuive, il préfère attaquer l'antisionisme de la gauche et des milieux dits «progressistes».

Même si l'analyse de cet auteur *antideutsch* sur cette période est très partiale, elle vaut la peine d'être citée : «*Au milieu des années 1980, la scène internationaliste a connu pour la première fois un large examen autocritique de l'idéalisation romantique des luttes armées de libération. À cette époque, on a reconnu que les luttes militaires avaient toujours produit des structures de commandement autoritaires, qui avaient également façonné les sociétés d'après-guerre. De l'Algérie au Vietnam, en passant par le Salvador et le Nicaragua, la déception face à cette situation avait toujours conduit à l'effondrement du travail internationaliste spécifique à chaque pays. Même les chapitres les plus sombres du travail internationaliste local furent débattus à cette époque, comme la défense du régime génocidaire de Pol Pot au Cambodge par des initiatives "anti-impérialistes" et la justification des meurtres de millions de personnes pendant la Révolution culturelle en Chine par des organisations maoïstes*» [Rössel,2024].

Il semble que, en Allemagne, cette discussion ait affecté les milieux «autonomes» et anti-impérialistes, beaucoup plus qu'en France, puisque plusieurs auteurs ou militants allemands

---

[16] Aujourd'hui, on retrouve exactement les mêmes «analyses» sur Millei, Bolsonaro, Meloni, Trump, Orban ou Netanyahou, quand ce n'est pas Macron, «réflexions» (?!) qui propagent une image abstraite, désincarnée, du national-socialisme, sans auteurs ni victimes précises. L'usage inflationniste de termes comme nazi(s) ou «génocidaires» plus récemment) permet d'assimiler n'importe quel régime détesté au Troisième Reich. Il en est de même pour le terme «suprémaciste» ou «suprémaciste blanc» qui permet d'assimiler n'importe quel courant de droite ou d'extrême droite au Ku Klux Klan américain.

d'extrême gauche s'en plaignent dans leurs articles lorsqu'ils évoquent l'influence néfaste du courant *antideutsch* durant ces années-là.

26 avril 1986 : la catastrophe de Tchernobyl donne un coup de fouet aux mouvements écologistes et pacifistes (les deux causes ayant toujours été liées en Allemagne), qui se développent en RFA comme en RDA[17] et sont soutenus par les Églises protestantes des deux côtés du Mur.

Les années 1980 «*sont une période de tests et de processus d'apprentissage*» pour les débats sur l'antisémitisme, Israël et le sionisme : «[…] *alors qu'il y avait toujours des prises de position antisionistes à l'ancienne, notamment au moment de la campagne du Liban* [1983], *et qu'Israël restait la cible principale de la critique, une discussion sur les dérives droitières de la pensée de gauche commence également*. […] *on assiste* [aussi] *aux premières discussions sur l'antisémitisme chez les Verts et dans les milieux autonomes*. […] *Des débats sur l'antisémitisme ont lieu à Fribourg, Francfort, Hambourg et dans d'autres villes. Parmi les critiques les plus virulentes, on trouve, outre les publicistes mentionnés* [Wolfgang Pohrt, Henryk M. Broder, Daniel Cohn-Bendit, Dan Diner]*, l'ISF de Fribourg et le Kommunistische Bund (KB), qui se distancient par exemple des manifestations antisionistes* [...]. *Les discussions sur l'antisémitisme et le Proche-Orient doivent toutefois être considérées dans le contexte d'autres débats de gauche. Le débat le plus important est celui sur le mouvement pour la paix des années 1980, accusé de* "Heimattümelei" [patriotisme régional[18]]. *Les années 1980 ont donc été une période d'oscillation entre le début de la critique et de l'autocritique de la gauche et la continuité antisioniste/propalestinienne. Une nouvelle position de gauche émerge désormais : celle des "critiques de l'antisémitisme et de l'antisionisme au sein de la gauche"»* [Ullrich, 2008].

1986 : création de la revue *Marxistische Kritik* qui deviendra *Krisis* en 1989 et défend la *WertKritik* autour notamment de Robert Kurz, Roswitha Scholz, Ernst Lohoff, et Norbert Trenkle. Ils rejettent plusieurs piliers du marxisme traditionnel (la théorie des classes et de la révolution, le déterminisme économique, la philosophie de l'histoire) qu'ils considèrent comme «dépassés». Pour eux, le prolétariat n'est plus le fossoyeur du capitalisme ; il fait partie du grand tout qu'est le capitalisme «*ce rapport social impersonnel qui se déploie, quelle que soit la volonté des êtres humains (le capitalisme est un "sujet automate"). Les rapports sociaux proprement dits se présentent cependant aux hommes comme des rapports entre des choses (les marchandises en tant que support d'une valeur abstraite qui rend tout égal), donc réifiés. Marx résume cela dans le concept de fétichisme de la marchandise. Le capitalisme est donc un rapport qui semble mystifié, sans sujets réels au sens du marxisme orthodoxe, c'est-à-dire sans dominants et sans dominés qui pourraient représenter un potentiel révolutionnaire. Cette critique du sujet a également été appliquée à l'idéalisation, par la gauche, des mouvements de libération nationale. La Théorie critique a exercé une grande influence sur la pensée antideutsch»* [Ullrich, 2008].

Diffusion massive de l'étiquette (et de l'insulte) *antideutsch*

«*A partir du 4 septembre 1989, des milliers de citoyens est-allemands manifestent chaque lundi en faveur d'une réorganisation pacifique et démocratique en RDA. A l'automne 1989, les manifestations du lundi s'étendent de Leipzig à nombre d'autres villes de la RDA. Avec le slogan " Nous sommes le peuple", les citoyens demandent la fin de la domination du SED* [parti stalinien au pouvoir] *et la liberté de voyager à l'Ouest*[19].»

---

[17] A l'est, il existe une soixantaine d'«associations de citoyens» illégales qui luttent contre la pollution industrielle massive, informent sur les conséquences de Tchernobyl, organisent de petites manifestations à vélo, éditent des bulletins d'information clandestins, animent des «bibliothèques de la paix» ou des «bibliothèques de l'environnement» dans des églises protestantes, etc., malgré les écoutes téléphoniques, les descentes de police et les arrestations [Maurice, 2022].

[18] Sur les multiples sens de ce mot, cf. l'article de Gabriel Weissberg (2019), « Allemagne : au secours, la Heimat revient ! » sur le site sms.hypotheses.org..

[19] https://www.deutschland.de/fr/topic/politique/les-grands-mouvements-contestataires-en-allemagne.

1989 : en Allemagne de l'Ouest, apparaît un mouvement «*antinatio*nal», que ses adversaires dénoncent comme «*anti-allemand*», et qui s'oppose à la réunification, par crainte d'une résurgence du nationalisme allemand et d'un «*Quatrième Reich*».

La même année, des Verts de la tendance éco-socialiste, des membres du DKP*, des trotskistes et des maoïstes partis du KB créent la Radikale Linke (Gauche Radicale). Au départ, cette coalition n'est pas vraiment «antinationale» ni «*antideutsch*» et se concentre surtout sur le combat contre la droitisation des Verts. Le soir du 9 novembre1989, les représentants de tous les partis politiques, y compris le SPD, entonnent l'hymne national allemand[20]. «[…] *après la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, la Radikale Linke se radicalise et, dans la perspective de l'annexion, décide de combattre "l'intoxication nationale". Lors de la quatrième réunion de cette coalition en janvier 1990,* [...] *une déclaration contre la réunification est adoptée sous le titre "Plus jamais d'Allemagne"*» [*KAZ*, 2006].

Parallèlement, en décembre 1989, le KB, lui-même, rejette la réunification «*parce qu'il ne doit pas y avoir de Quatrième Reich après le Troisième Reich et parce que nous sommes internationalistes*. [...] *Ensemble, nous voulons combattre l'"Allemagne" et obtenir ce qui nous est dû : la reconnaissance de la RDA !*» [in *KAZ*, 2005] La majorité du KB décide de faire du charme au parti stalinien est-allemand (le PDS, ex-SED, qui participera à la fondation de Die Linke, presque vingt ans plus tard, en 2007) tandis que la minorité du KB rejoint la Radicale Linke.

1990 : «*Au début des années 1990, Israël et la Palestine sont redevenus des sujets de débats majeurs*» [Ullrich, 2008].

5 février 1990 : Jürgen Elsässer[21] publie, dans *Analyse und Kritik*, l'un des organes du KB, un article au titre choc: «Pourquoi nous devons être *antideutsch*».

L'appel à la manifestation du 12 mai 1990, soutenu par une centaine de groupes, proclame «*Nous considérons la position anti-allemande comme la seule correcte. Non pas parce que nous, la majorité de ceux qui sont nés ici, voulons nous distinguer comme les meilleurs Allemands, ou pensons pouvoir échapper à l'histoire de ce pays. Mais parce que nous considérons qu'une opposition résolue à la réunification est le seul moyen de lutter contre la prolongation de l'histoire sanglante de l'Allemagne*» [in *KAZ*, 2006]. La manifestation de Francfort est un succès (entre 14 000 et 20 000 personnes dénoncent «*le nationalisme allemand, la colonisation de l'Allemagne de l'Est et l'annexion de la RDA*») mais les divergences internes persistent. En effet, «*certains groupes autonomes s'attendaient à une résistance massive de la base contre la nouvelle Allemagne en cours de développement, tandis que la minorité du KB, par exemple, considérait que la population allemande était imprégnée de racisme et de nationalisme*» [*KAZ*, 2006].

«*Lors de son congrès de juin 1990, la Radikale Linke décide d'organiser une nouvelle manifestation de masse le 3 novembre. L'événement n'est plus placé sous le mot d'ordre "Plus jamais d'Allemagne", mais utilise comme slogan un vers du poème "Fugue de mort[22]" de Paul Celan :* "*La mort est un maître d'Allemagne"*» [*KAZ*, 2006]. La deuxième manifestation «*n'attire que 8 000 personnes*», ce qui marque «*le début de la fin des antideutsch en tant que mouvement politique de masse»* [Erlanger, 2009].

Comment expliquer ce déclin ? Selon la revue *KAZ,* cet affaiblissement est lié à de fortes divisions internes : «*L'aile antideutsch de la Radikale Linke tente de poursuivre la campagne provocatrice "Plus jamais d'Allemagne" et manifeste en ce sens le 9 novembre, à Leipzig. Cette initiative est toutefois rejetée par la majorité des membres de la Radikale Linke. Les minoritaires interprètent cela comme un renoncement à une orientation antinationale. Aucun consensus n'émerge également à propos des premières élections allemandes du 2 décembre 1990*» [*KAZ*, 2006].

---

[20] https://www.lefigaro.fr/histoire/2019/11/08/26001-20191108LIVWWW00001-en-direct-revivez-minute-par-minute-la-nuit-de-la-chute-du-mur-de-berlin.phpv

[21] Ex-dirigeant du KB devenu un «*souverainiste d'extrême droite*», après être passé par les Verts et les *antideutsch*, cf. pp. 67-69 de ce livre à paraître.

[22] https://dormirajamais.org/fugue/

La majorité de la Radikale Linke mise sur l'alliance électorale avec les néostaliniens du PDS (qui n'obtiendront que 2,4% des voix à l'échelle nationale, mais 10% dans l'ancienne RDA) tandis que «*la faction minoritaire du KB appelle au boycott des élections*».

Les *antideutsch* justifient leur position en dénonçant pêle-mêle «*des actions antisémites de plus en plus agressives ; la discussion initiée par le gouvernement sur la frontière Oder-Neisse ; le débat sur la loi concernant l'asile et la menace de déploiements de la Bundeswehr en dehors du territoire de l'OTAN*» [*KAZ*, 2006]. Selon la revue *KAZ*, «*Pendant la campagne "Plus jamais d'Allemagne", Israël et l'antisémitisme n'étaient pas encore un sujet de discussion au sein de la gauche*» [*KAZ*, 2006].

Cette affirmation ne correspond pas à l'analyse du sociologue précédemment cité [Ullrich, 2008]. Mais nous pouvons peut-être concilier ces deux visions en soulignant que ces questions acquerront plus d'importance en janvier-février 1991, lorsque Saddam Hussein enverra une quarantaine de missiles contre Israël, et surtout après le déclenchement de la seconde Intifada, en septembre 2000, après l'échec des accords d'Oslo.

Le mouvement contre la réunification s'effrite et s'effondre ; ceux qui continuent à militer rejoignent «*les "antifa", un réseau informel de la gauche dite autonome et antifasciste, dont la plupart, dans leur lutte contre le capitalisme, occupaient des maisons vides et organisaient des manifestations contre les skinheads d'extrême droite et le Parti national-démocrate (NPD), ainsi que des batailles de rue avec eux*» [Erlanger, 2009].

Selon Anne Joly [2012], le mouvement «*antideutsch*» est né à l'Ouest et la majorité des militants d'extrême gauche de la RFA ne se sont pas du tout intéressés aux petits groupes «de gauche» (pacifistes, punks, autonomes, anarchistes, dissidents réformateurs) nés à l'Est avant la chute du Mur. Ceux-ci voulaient conserver la RDA, mais pour y imposer une forme de «socialisme démocratique». Cette différence de sensibilité politique entre l'Est et l'Ouest a eu des conséquences après la réunification, y compris chez les *antideutsch*, qui eurent du mal à rayonner dans l'ancienne RDA, d'autant plus qu'ils se méfiaient de l'antifascisme stalinien diffusé en Allemagne de l'Est pendant les quatre décennies précédentes.

4) Le choc de la première guerre du Golfe

17 janvier-28 février 1991 : à l'occasion de l'Opération Tempête du désert déclenchée après l'invasion de l'Irak par le Koweït, «*le mouvement se divise immédiatement et une position émerge, auparavant inimaginable pour la gauche radicale : le soutien à la guerre des États-Unis et de leurs alliés contre l'Irak. Cette position est justifiée par la menace que représente pour Israël le gaz toxique irakien produit avec l'aide de l'Allemagne. Bien que cette position ne réussisse pas à obtenir une majorité, même au sein de la gauche antideutsch et antinationaliste de l'époque, sa signification est immense. Elle installe le cadre analytique qui sera appliqué à tous les débats et conflits ultérieurs : l'analogie avec les lignes de front de la Seconde Guerre mondiale*» [*KAZ*, 2006].

Comme l'explique un journaliste, «*les antideutsch et les antinationaux refont surface* [...]. *Exprimant un soutien inconditionnel à Israël, ils prennent position contre le Mouvement allemand pour la paix. Ce mouvement n'avait pas réagi à l'occupation du Koweït par l'Irak, mais des centaines de milliers de personnes protestent contre l'intervention ultérieure des États-Unis et de leurs alliés dans le conflit*» [Erlanger, 2009]. En effet, la grande majorité de la gauche se soucie davantage de la paix en Irak et au Koweït que du sort d'Israël qui n'apparaît pas sérieusement menacé ; de plus, elle reproche aux *antideutsch* d'être indifférents aux dizaines de milliers de victimes irakiennes civiles, sans compter les militaires.

«*Les antideutsch et les antinationaux* [...] *sont favorables* [...] *au rétablissement de l'ordre international pour lutter contre un régime totalitaire qui leur rappelle l'Allemagne nazie.* [...] *Cependant, tous ne sont pas favorables à la guerre contre Saddam Hussein : certains craignent qu'une participation allemande, même modeste, ne devienne un premier pas vers une politique de "grande puissance"* [...]. *Le débat sur le soutien à la guerre en raison de la responsabilité*

historique à l'égard d'Israël conduit à une nouvelle fragmentation des antideutsch, qui ne sont plus qu'un très petit mouvement d'intellectuels.» [Erlanger, 2009].

En tête des soutiens à l'intervention américaine, on trouve Wolfgang Pohrt (qui propose qu'Israël envoie une bombe atomique sur Bagdad !) et Hermann L. Gremliza de *konkret* [magazine qui perd un tiers de ses abonnées (Joly, 2012)], le groupe K de Hambourg et des intellectuels de gauche.

1991-1995: début des guerres de Yougoslavie

Selon A. Joly [2012], jusqu'en 1995, anti-impérialistes et antisionistes ont encore suffisamment de points communs avec les *antideutsch* pour que des influences réciproques puissent s'exercer sur des thèmes comme l'antifascisme, l'antiracisme, le pillage (l'achat pour des sommes symboliques) des installations industrielles de l'ex-RDA et la «*dénonciation de la politique extérieure de la Grande Allemagne dans les conflits yougoslaves*», dénonciation pour laquelle «*les argumentaires antiimpérialiste et antideutsch* [sont] *encore conciliables*» et en tout cas s'entremêlent. L'influence du discours *antideutsch* croît dans tous les milieux : punks, autonomes, «antifas», anti-impérialistes, à l'est comme à l'ouest de l'Allemagne. Selon A. Joly [2012] même si le soutien inconditionnel des *antideutsch* à Israël et aux interventions américaines fut massivement rejeté, leur critique du nationalisme allemand mais aussi des ambiguïtés possibles de l'antisionisme et de l'anti-impérialisme est bien reçue, mais sous une forme «simplifiée», pendant cette période, par de nombreux jeunes d'extrême gauche, autonomes, «antifas», «non dogmatiques», etc., plus aptes à accepter et assimiler ces critiques que leurs aînés.

1992 : le Groupe K de Hambourg, autour de Justus Wertmüller, crée *Bahamas*. Ce périodique présente la majorité de la population allemande comme *«étant antisémite, national-socialiste, völkisch* [ethnoraciste] *ou fasciste* [...]. *Ses thèmes de prédilection sont le racisme, l'antisémitisme et le nationalisme ainsi que l'attitude jugée complaisante de la gauche allemande à leur égard.* [...] *Les rédacteurs se revendiquent de la Théorie critique*, ainsi que de la critique du fétichisme de la valeur* (Wertkritik)» [Joly, 2012]. A la fin de 1995, le groupe de Hambourg passe la main à un groupe de Berlin, ce qui va contribuer à changer considérablement la ligne politique du journal.

Durant la période 1993-1995 les discussions qui amènent aux accords d'Oslo et la perspective de la paix font passer au second plan les discussions sur Israël/Palestine, qui reprennent de plus belle avec le massacre de Palestiniens (29 morts, 125 blessés) commis par Baruch Goldstein (un colon israélien, membre du Kach, un parti nationaliste-religieux), au Caveau des patriarches, à Hébron, le 25 février 1994 ; la campagne d'attentats suicides du Hamas en 1994-1995 ; et l'assassinat de Rabin en novembre 1995.

1994 : *Junge Welt*, l'ex-quotidien des Jeunesses du parti stalinien à l'Est (le SED) – et dont le nom était auparavant celui de l'organe des Jeunesses hitlériennes ! – fait appel à la rédaction *antideutsch* de *konkret* pour essayer de booster les ventes et d'attirer un public ouest-allemand. Le journal devient plus pluraliste et branché «*sex, drugs and rock'n'roll*», mais cette collaboration se termine par un échec total sur les plans commercial et politique. Les journalistes *antideutsch* partiront de *Junge Welt* en **1997** pour créer ***Jungle World.*** Quant à *Junge Welt,* il survivra en restant lié aux néostaliniens, aux sociaux-démocrates de gauche et aux (néo)trotskystes [sur la notion de (néo)trotskysme, cf. Y.C., 2007].

Soutien aux bombardements alliés de Dresde

1995 : cette année «*marque un moment de bascule*» [Joly, 2012]. La gauche *antideutsch* développe ses attaques contre la «*normalisation de la nation allemande*» notamment en promouvant l'exposition itinérante officielle intitulée «*Une guerre d'annihilation : les crimes de la Wehrmacht entre 1941 et 1944*». Dans toutes les villes qui l'accueillent, l'exposition déclenche des manifestations autonomes et antifascistes de soutien et des contre-manifestations néonazies.

«[…] *le mouvement repasse à l'action politique*» à l'occasion du 50e anniversaire des bombardements de Dresde. Les *antideutsch* lancent le slogan «*Bomber Harris, do it again*» en

référence au surnom du commandant des bombardiers de la RAF. «*«La référence positive aux États-Unis en tant qu'adversaire du national-socialisme se développe au sein de la gauche antideutsch* […]. *Sous le slogan "Nous ne pleurons pas", les antinationaux* […] *affirment que la destruction de Dresde* était militairement nécessaire pour vaincre le nazisme et libérer les camps de concentration. Selon eux, on doit donc défendre la destruction des villes allemandes si l'on veut exprimer sa solidarité avec les victimes de l'Holocauste*» [KAZ, 2006]. Cette position, évidemment «*impopulaire au sein de la population, conduit à une nouvelle scission au sein du mouvement. Les autonomes et d'autres groupes "antifa"* […] *se séparent des antideutsch et des antinationaux»* [Erlanger, 2009].

Pour quelle raison ?

«Selon l'analyse des antideutsch, la classe ouvrière allemande a soutenu le Troisième Reich jusqu'au bout. Le débat sur cette question pousse une partie du mouvement autonome à prendre ses distances» [*KAZ,* 2006].

«Le cinquantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale marque la rupture définitive des antideutsch avec la majorité de la gauche allemande» [Erlanger, 2009].

A. Joly [2012] est moins affirmative que les deux auteurs précédents et situe cette rupture un peu plus tard.

Controverse autour du livre de Goldhagen

1996 : «*L'importance des éléments marxistes dans la pensée antideutsch ne cesse de diminuer au cours des années 1990.* […] *les antideutsch réagissent à la controverse suscitée par le livre de Goldhagen*, Les bourreaux volontaires de Hitler. *Ce livre avance la théorie d'un "antisémitisme éliminatoire" spécifique à l'Allemagne, qui aurait rendu possible l'Holocauste»* [Erlanger, 2009].

Les opinions antisémites des Allemands ont été la force motrice centrale de l'Holocauste, selon Goldhagen qui écrit : «*Il faut se rendre à l'évidence : La politique et la culture allemandes s'étaient développées à un point tel que la plupart des Allemands auraient pu devenir ce qu'un très grand nombre d'Allemands ordinaires ont effectivement été : les bourreaux volontaires d'Hitler».*

«[…] *les antideutsch pensent avoir trouvé la base politique de l'implication présumée d'une grande partie de la population allemande dans les crimes du national-socialisme* […] *et ils s'inspirent de l'étude de Goldhagen»* [*KAZ*, 2006]. Ce livre leur fournit un soutien «scientifique» à leurs propres positions politiques : «Auschwitz» serait un projet profondément allemand et pas simplement nazi ; par conséquent, «*les Allemands représenteraient un danger particulier»* pour eux-mêmes et pour l'humanité et «*le "consensus national" ou "raciste" qui dominerait la société allemande rendrait impossible toute politique d'émancipation*» [Ullrich, 2008]

La discussion autour de cet ouvrage provoque de nouvelles fractures chez les *antideutsch.* Certains (notamment Matthias Küntzel dans un livre collectif publié en 1997, «Goldhagen et la gauche allemande ou la présence de l'Holocauste»), pensent que «*la gauche allemande et les antinationaux ont voulu éviter d'aborder la thèse centrale de Goldhagen»*. Pour les *antideutsch*, «*Goldhagen, avec son travail, a détruit "l'innocence du mouvement ouvrier". Ils en voient les causes dans les études "marxistes traditionnelles" sur le fascisme, qui s'appuient encore sur les thèses de Dimitrov*. Pour les "marxistes traditionnels", l'Holocauste* […] *n'aurait d'ailleurs été rendu possible que par l'écrasement du mouvement ouvrier, qui était exempt d'antisémitisme*» [*KAZ*, 2006].

Les *antideutsch* font ici allusion à une citation célèbre de Dimitrov : «*Le fascisme au pouvoir* [...] *est* [...] *la dictature ouverte et terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier. La variante la plus réactionnaire du fascisme est le fascisme à l'allemande.* [...] *Le fascisme hitlérien n'est pas seulement un nationalisme bourgeois, c'est un chauvinisme animal. C'est un système de gouvernement fondé sur le banditisme politique, un système de provocations et de tortures à l'encontre de la classe ouvrière et des éléments révolutionnaires de la paysannerie, de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia. C'est la barbarie et la cruauté médiévales, l'agressivité sans frein contre les autres peuples et les autres pays*» [in Ullrich, 2008].

Chez les *antideutsch*, «*trois factions se dégagent : l'une s'appuie sur la théorie postmoderne du discours, l'autre sur la Théorie critique*, et la troisième, qui se rassemble autour de Matthias Küntzel, considère que la compréhension des raisons de l'Holocauste est d'une grande importance pour les antideutsch*» [Erlanger, 2009].

Selon A. Joly [2012], le débat sur le livre de Goldhagen creuse un fossé beaucoup plus profond entre les courants *antideutsch* et les courants qui se disent «anti-impérialistes». Dans la mouvance *antideutsch*, Joly distingue, elle aussi, trois tendances, mais légèrement différentes de celles décrites par Erlanger. Certains «*voyaient l'origine de la forme exterminatoire qu'avait prise l'antisémitisme en Allemagne dans la culture allemande elle-même*» ; «*d'autres, plus directement inspirés de la Théorie Critique, tendaient à considérer l'antisémitisme comme un phénomène universel et non propre à la nation allemande (ISF, konkret)» ; «d'autres encore (notamment la rédaction de* Bahamas*) tiraient la spécificité allemande d'une spécificité de l'évolution économico-politique de l'État allemand*» [Joly, 2012].

Quoi qu'il en soit, tous les *antideutsch* sont d'accord pour dénoncer «*la conception romantique et anticapitaliste de la nation*» dont les valeurs («*la discipline, le goût du travail, le courage, la virilité*») étaient censées contraster avec celles que les nationalistes allemands avaient toujours prêtées aux Juifs (la cupidité, la capacité à exploiter le travail des autres*, «la couardise*»). En soumettant le reste de la gauche «*au test de l'Holocauste*», «*en poussant à l'extrême ces critiques de l'anticapitalisme»*, la gauche antideutsch «*s'attaquait à ses fondements mêmes*». «*En prenant le contre-pied des positions anticapitalistes de base,* [les *antideutsch*] *se mirent à tenir des discours proches de ceux que pouvait tenir la droite néolibérale : à défendre les intérêts américains envers et contre tout, à défendre la politique israélienne de manière inconditionnelle* […], *ou encore à attaquer l'argumentaire de la gauche anticapitaliste puisqu'elle reproduisait, selon eux, des schémas binaires, manichéens»* et propageait *«l'antisémitisme secondaire*» [Joly, 2012]

Jungle World : cette nouvelle publication *antideutsch* prend place à côté de *konkret, Bahamas* et des éditions ça ira, mais elle est ouverte aussi à d'autres courants de la gauche.

Soutien à Milosevic

1999: «*Ce qui reste des mouvements antinationaux et antideutsch revient dans le débat politique en 1999, lorsque l'OTAN entre en guerre contre la Yougoslavie en raison de l'escalade de la situation au Kosovo.* [...] *très vite, un fossé se creuse entre les antinationaux et les antideutsch. Alors que les antideutsch appellent à la solidarité avec la Yougoslavie, les antinationaux s'opposent de la même manière à tous les participants à la guerre*» [Erlanger, 2006].

Les deux courants affirment «*que l'Allemagne poursuit les politiques balkaniques du Troisième Reich par le biais de ses politiques pro-croates et anti-serbes»* [Erlanger, 2006], mais le fossé se creuse encore une fois entre antinationaux et *antideutsch* :

«*Alors que les deux termes étaient auparavant presque synonymes, ils divergent désormais sur la question du nationalisme serbe. Les antideutsch exigent une solidarité inconditionnelle avec Milosevic, tandis que les anti-nationalistes critiquent également la politique nationaliste de la Serbie. Dans ce conflit également, comme durant la guerre du Golfe, le cadre de la Seconde Guerre mondiale est appliqué pour déterminer la position des antideutsch*» [*KAZ*, 2006].

«Ces derniers voient dans la crise du Kosovo le retour de la constellation de la Seconde Guerre mondiale. Jürgen Elsässer [...] *prétend même que l'Allemagne se bat contre les victimes de la Seconde Guerre mondiale puisque la Yougoslavie et Israël ont tous deux été créés après la guerre par des victimes des Allemands*» [Erlanger, 2009].

L'antisémitisme des «autres» : une inflexion léthale vers le racisme antimusulmans

2000 : *«Dans l'ensemble, la période qui suit la guerre du Golfe est marquée par une relative sérénité. On observe des manifestations antisionistes isolées et des critiques à leur encontre, mais surtout un désintérêt. Cela s'explique aussi par le début du "processus de paix" et les espoirs placés dans ce processus pour mettre fin au conflit entre Israël et les Palestiniens*. [Tout cela prend]

fin avec le déclenchement de la deuxième Intifada. Après le début de celle-ci en septembre 2000, et plus encore après les attentats du 11 septembre 2001, les antideutsch font preuve d'une solidarité militante avec Israël et renforcent leur démarcation avec la gauche radicale, au point d'en arriver à un conflit ouvert» avec celle-ci [Ullrich, 2008].

«*Avec le déclenchement de la deuxième Intifada en 2000, l'attitude à l'égard d'Israël devient centrale pour les antideutsch, alors regroupés autour du magazine* Bahamas*. À la lumière des attaques terroristes palestiniennes, ils appellent à la solidarité avec Israël. En Allemagne, ils sont les premiers à remarquer l'antisémitisme arabe, qui ressemble, selon eux, à l'antisémitisme éliminatoire des nazis»* [Erlanger, 2009].

Quelle que soit l'intention initiale des *antideutsch* en délimitant cette nouvelle cible de leur combat politique, la dénonciation de «*l'antisémitisme des autres*», c'est-à-dire des Turcs, des Arabes, des musulmans, des réfugiés, etc., va devenir l'un des leitmotiv de la droite et de l'extrême droite en Allemagne – comme dans le reste de l'Europe, d'ailleurs.

Selon un intellectuel *antideutsch, «les représentants de la barbarie islamique peuvent également être désignés comme des idéologues allemands dans un sens idéologico-critique* ["allemands", au sens de génocidaires, Y.C.]. *Ils opèrent à la fois historiquement et aujourd'hui assez ouvertement avec des éléments de l'idéologie nationale-socialiste dans la réalisation de leur vision de l'Oumma, la communauté de tous les musulmans. Ce socialisme de l'Oumma, tel qu'on pourrait peut-être appeler le projet djihadiste mortifère, en référence et en contraste avec son modèle national-socialiste, représente une menace existentielle pour Israël*» [Grigat, 2007].

Les *antideutsch «affirment qu'il ne faut faire aucune concession à un collectif völkisch-islamiste de personnes qui haïssent les Juifs. Sur cette base, ils critiquent le processus de paix* [en Israël-Palestine], *qu'ils considèrent comme une erreur historique»* [Erlanger 2009]. Et comme l'affirme l'un d'eux, dans un article au titre choc («Sur la tradition de l'antisémitisme éliminatoire au Moyen-Orient et sa banalisation dans notre pays jusqu'à aujourd'hui») : «*En réalité, l'antisémitisme et la haine des Juifs existent depuis des siècles dans les sociétés arabes et musulmanes, tout comme dans l'Europe chrétienne, et les fondements idéologiques de l'antisémitisme éliminatoire actuel du Hamas, du Hezbollah et d'autres groupes similaires ont déjà été posés pendant l'ère nazie, plusieurs décennies avant la création de l'État d'Israël*» [Rössel, 2024].

De tels discours, à gauche, opèrent un **amalgame grossier** entre les musulmans, le corpus idéologique de leur religion, les différentes tendances de l'islam politique et le djihado-terrorisme.

2001 : «*Les attentats du 11 septembre 2001 ajoutent une position pro-américaine à la vision des antideutsch.* [...] *Ils considèrent les attentats comme des "massacres fascistes" perpétrés par des "islamofascistes", principalement motivés par l'antisémitisme et l'antiaméricanisme. Fait unique pour des gauchistes, les antideutsch soutiennent explicitement les guerres menées par les États-Unis en Afghanistan et en Irak. Justus Wertmüller, rédacteur en chef de* Bahamas*, explique la position antideutsch de la manière suivante : "Les ressentiments allemands et islamiques sont identiques : anti-occidentaux, anti-libéraux, antisémites. L'amitié germano-islamique vient du fait que les Allemands se reconnaissent dans l'islam politique, parce qu'il est fasciste et qu'il donne en même temps l'impression d'être une culture autochtone".*» [Erlanger, 2009]

Le concept d'islamofascisme[23] chez les *antideutsch*, comme dans d'autres courants de droite, est commode parce qu'il permet, en soulignant «*le caractère rétrograde des mouvements islamistes actuels, leurs aspects antimodernes, anti-occidentaux et anti-individualistes*» de les placer «*dans une continuité avec le national-socialisme»* [Ullrich, 2008].

Cette démarche a un double avantage : elle évite d'étudier en profondeur un phénomène peu connu en Europe et qui pose des problèmes complexes, notamment à tout militant qui s'intéresse aux questions de l'immigration actuelle ; et surtout elle fait de tout musulman un nazi en puissance.

---

[23] Sur mes doutes concernant la validité de ce concept, voir mon texte : «"Islamo-fascisme" et "islamo-gauchisme" : deux concepts inopérants pour comprendre des phénomènes réactionnaires (plus ou moins) nouveaux», https://npnf.eu/IMG/pdf/_islamofascisme_22.pdf [Y.C., 2016].

Cette position «*intensifie le débat sur l'antisémitisme arabe, qui avait déjà commencé avec la deuxième Intifada et l'escalade du conflit au Moyen-Orient*» [*KAZ*, 2006], et ne peut que renforcer le racisme antimusulmans. Les analyses *antideutsch* rejoignent celles de la droite et de l'extrême droite, qui développent «[...] *un discours sur l'antisémitisme "ré-importé" via les réfugiés venant de pays arabes, discours qui peut faire passer certaines formes de xénophobie ou de racisme antimusulmans pour de la vigilance anti-antisémite.* [...] *L'idée est simple : la société majoritaire ne souhaitant plus assumer une quelconque culpabilité pour la Shoah, celle-ci serait alors rejetée en dehors du collectif national et partiellement projetée vers un "out-group"* [un groupe extérieur] *sur lequel on fait peser le poids entier de la responsabilité pour la montée en puissance de l'antisémitisme en Allemagne»* [Quélennec, 2023].

Deuxième guerre du Golfe : *antideutsch* rime de plus en plus avec bellicisme

15 février 2003 : 500 000 personnes manifestent à Berlin dans le cadre de la journée mondiale contre la guerre. Cette manifestation est dénoncée par les *antideutsch* comme étant un «*mouvement populaire régressif*» qui se nourrit d'anti-américanisme, d'antisionisme et d'antisémitisme.

Cette année-là, Joachim Bruhn, de l'ISF, écrit *: «La tâche des communistes antideutsch n'est pas de s'identifier à Israël, parce qu'Israël n'est pas un substitut à la "patrie des travailleurs", mais d'expliquer pourquoi il est nécessaire de se tenir inconditionnellement derrière Israël et aussi derrière Ariel Sharon : c'est-à-dire dans l'intérêt de la société mondiale apatride et sans classe.»*

On remarquera ce mariage très particulier entre Ariel Sharon et le communisme, qui consiste à croire (sérieusement !?) que la possibilité d'abolir l'État et les classes sociales dépendrait de la politique d'un général….

Les *antideutsch* soutiennent «*la deuxième guerre du Golfe, en totale opposition avec la position du gouvernement et de la majorité de l'opinion publique. Tous les antideutsch considèrent le Mouvement de la paix comme profondément allemand, anti-israélien, anti-américain et immoral – puisqu'il reste silencieux sur les crimes de Saddam Hussein, tout en exposant Israël à un danger mortel.* Bahamas *et* Jungle Word *soutiennent pleinement l'invasion de l'Irak par les États-Unis.* Konkret *est plus ambivalent, bien qu'il appelle à la destitution de Saddam Hussein. Les antideutsch perçoivent un danger clair et présent pour l'existence d'Israël dans les armes de destruction massive irakiennes et le soutien de Saddam Hussein aux kamikazes*» qui organisent des attentats-suicides en Israël [Erlanger, 2009].

«La guerre d'Irak permet une fois de plus d'utiliser l'analogie avec la Seconde Guerre mondiale: les antideutsch identifient la "coalition des volontaires" de Bush aux Alliés, et l'Irak est identifié au Troisième Reich en raison de son statut d'"État situé sur la ligne de front du monde islamique"» [*KAZ*, 2006].

«*Au cours de la deuxième guerre du Golfe et en raison de ses conséquences, les antideutsch attirent l'attention de l'opinion et deviennent une force influente grâce aux nombreux articles, livres et revues qu'ils publient sur des sujets allant de l'islamisme à l'antisémitisme. Des groupes antideutsch voient le jour dans toute l'Allemagne et l'Autriche*» [Erlanger, 2009].

Selon les *antideutsch* de l'ISF, qui défendent une position critique[24] vis-à-vis des certaines dérives de leur courant, cet essor correspond en même temps, au début d'un *«parcours fatal, qui a commencé en juin 2003 avec l'invitation de Hannes Stein à un congrès de* Bahamas *à Berlin. (Stein est le rédacteur en chef du quotidien* Die Welt *qui appartient au groupe de presse Springer.) Cette date marque le divorce au sein du mouvement antideutsch. Auparavant, le fait d'être antideutsch découlait d'une prise de position en faveur du communisme (ils s'appelaient les "antideutsch* Kommunisten*") – aujourd'hui le représentant et l'orateur de* Bahamas *à la manifestation de Berlin, Thomas von der Osten-Sacken*, a tenu un discours pendant un congrès contre les utopies*

[24] Bien sûr, cette «critique» est totalement incohérente, puisque, tout en soulignant justement l'évolution droitière de leurs camarades *antideutsch*, ils continuent à vouloir marier une perspective communiste pour l'humanité à un soutien inconditionnel à l'État d'Israël et son armée.

totalitaires, organisé par les Amis de la société ouverte et la Fondation Friedrich A. Hayek»* [Bruhn, 2007].

«*Après le 11 septembre et la multiplication des attentats suicides en Israël, des groupes antideutsch se forment dans de nombreuses villes allemandes, inspirés pour la plupart par le journal* Bahamas. *Dans de nombreux endroits, les organisations antifascistes existantes se reconvertissent également en organisations antideutsch, se concentrant sur les discussions relatives à Israël et à l'antisémitisme.*» [*KAZ*, 2006].

*****

Les divisions au sein des *antideutsch* n'ont fait que s'aiguiser au point que Joachim Bruhn, de l'ISF, pouvait déclarer en 2007 : «*Il y a vraiment la possibilité que les antideutsch perdent leur potentiel subversif et deviennent une fraction de gauche au service de l'État».*

Ce diagnostic, effectué par l'un des théoriciens de la mouvance *antideutsch* elle-même, semble s'être vérifié au cours des dix-huit années qui ont suivi. Pour l'illustrer, je me servirai d'un recueil d'articles de l'*antideutsc*h Stephan Grigat publié en 2024, après le massacre du 7 octobre 2023, sous le titre «De l'antijudaïsme à la haine d'Israël. Interventions pour la critique de l'antisémitisme[25]».

Son analyse critique et historique des diverses formes d'antisémitisme, des tendances antisémites au sein de l'antisionisme de gauche, des antijudaïsmes et antisémitismes chrétiens et musulmans, du négationnisme du régime des mollahs, de l'antisémitisme forcené des Frères musulmans et des groupes djihadistes touche juste sur de nombreux points. De plus, Grigat a raison d'affirmer que certains antisionistes «*tentent de faire disparaître les particularités du nazisme en les réduisant à des concepts généraux tels que le colonialisme, l'impérialisme et le racisme*» et qu'ils essaient «*de replacer les crimes de masse commis par les nazis contre les Juifs dans une sorte d'histoire globale du colonialisme et du racisme. Cela conduit d'une part à un nivellement des différences fondamentales entre racisme et antisémitisme et, d'autre part, à une remise en question du caractère sans précédent de la Shoah*».

Malheureusement, la lucidité de Stephan Grigat a d'importante limites et il en vient à tenir des raisonnements totalement réactionnaires aussi bien sur Israël que sur l'AfD dans son propre pays.

En effet, à mon avis, il faut absolument opérer une distinction entre, d'un côté :

– le droit à l'existence de l'État d'Israël (que Grigat défend d'ailleurs avec des arguments discutables[26] du type : «*Israël est avant tout une réponse à l'antisémitisme inscrit dans la société moderne»*,

---

[25] *Vom Antijudaismus zum Hass auf Israel Interventionen zur Kritik des Antisemitismus*, Verlag Barbara Budrich, 2025 (disponible en ligne).

[26] Discutables dans la mesure où il s'agit d'une vision européocentrée, qui est d'ailleurs contestée en Israël même. Les Juifs vivaient en Palestine depuis des millénaires et 24 000 d'entre eux vivaient en Palestine **avant** même la première *alyah* (en 1896). On peut également se demander si l'embryon d'une question nationale juive, au puissant soubassement culturalo-religieux, n'était pas présent, **à l'état latent** dans tous les pays dits «musulmans». Le statut de *dhimmi* imposé par l'islam du VIIe siècle (sous des formes diverses) jusqu'aux réformes (*tanzimat*) mises en œuvre par l'empire ottoman entre 1839 et 1876, a nourri un puissant sentiment communautaire et identitaire, même si les Juifs étaient attachés à leur pays de naissance. Ce sentiment a pu se transformer en un sentiment protonational, «sioniste», minuscule au départ mais qui s'est lentement développé (ou est apparu comme l'unique solution) face à la naissance du nationalisme arabe, avant la seconde guerre mondiale, et surtout la création de l'État d'Israël en 1947 et après les indépendances de la seconde moitié du XXe siècle. Cependant, il est exact de dire que les pogroms puis les massacres de masse du XXe siècle **en Europe** ont permis puis précipité la traduction de cette aspiration ultra minoritaire, y compris chez les «premiers concernés», en la création d'un «foyer national juif» puis d'un Etat dit «juif».

– et cet «israélisme[27]» fanatique qui conduit Grigat à adopter des positions à la fois réactionnaires et contradictoires.

Tout d'abord, cet «israélisme» amène ce théoricien antideutsch à défendre Tsahal contre toute critique et à plaider pour une intervention militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran. Ces deux pays ont suivi son brillant conseil, lors de la «guerre des 12 jours» en juin 2025 ; et leur agression militaire n'a eu aucun résultat probant pour le moment, même au niveau de la destruction des stocks d'uranium enrichi.

En 2025, la critique totalement justifiée de l'antisémitisme et de l'antisionisme initiée bruyamment par les *antideutsch* a eu de nombreuses conséquences négatives. Elle a conduit à inciter l'État allemand à empêcher toute critique publique des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par Israël ; à ne soutenir aucune solution politique favorable aux Palestiniens, à la création d'un État palestinien séparé, ou à un État binational commun ; et à défendre un fantasmatique «changement de régime» en Iran («*il s'agit toutefois de renverser le régime iranien et de mettre en place une politique occidentale qui œuvre activement dans ce sens*»), comme si les expéditions occidentales en Afghanistan, en Irak et en Libye n'avaient pas déjà prouvé leur nocivité pour les populations civiles et leur inutilité totale sur le plan politique.

D'ailleurs, sur l'Iran, Grigat développe une analyse caricaturale, typique du dogmatisme *antideutsch*, lorsqu'il rappelle l'attitude des entreprises allemandes sous le nazisme: «*Presque toutes les entreprises qui ont accompagné Sigmar Gabriel* [le président du SPD] *en Iran, pays dirigé par un dictateur négationniste, ont déjà fait d'excellentes affaires sous le régime nazi : Volkswagen, Thyssen-Krupp, Salzgitter AG, qui faisait partie des usines du Reich Hermann Göring à l'époque hitlérienne, ou BASF, qui appartenait à l'IG Farben sous le Troisième Reich. Des représentants de la NUMOV (Nahund Mittelost-Verein), une association traditionnelle fondée en 1934 par des promoteurs et profiteurs centraux du nazisme tels que Siemens, IG Farben, Allianz, Dresdner Bank, Deutsche Bank, Krupp, MAN et Hochtief, et qui est l'un des principaux promoteurs des affaires avec l'Iran en Allemagne, ont également accompagné Sigmar Gabriel. Le constructeur d'installations Linde, qui, jusqu'aux sanctions, réalisait un chiffre d'affaires annuel d'environ 40 millions d'euros en Iran et qui devrait signer de nouveaux contrats pour ses activités en Iran après l'accord sur le nucléaire, a fourni le programme de missiles allemand sous le nazisme et a participé à la construction d'installations de production à Auschwitz. Siemens a été l'un des principaux bénéficiaires du travail forcé sous le régime nazi et a été pendant des décennies l'une des entreprises les plus importantes dans le commerce avec l'Iran»* [Grigat, 2024].

Malgré les connaissances utiles que possède ce penseur *antideutsch*, il est incapable de déceler l'essentiel dans les relations économiques entre l'Allemagne et l'Iran : la continuité qu'il souligne n'est pas celle d'un philonazisme musulman imaginaire qui traverserait les décennies, mais la continuité d'un capitalisme, qui se moque des idéologies, des régimes politiques, des religions, tant qu'il peut conquérir de nouveaux marchés et récolter des profits. Seule une personne convaincue de la possibilité de moraliser le capitalisme et les relations internationales peut s'étonner lorsque des hommes d'État et des entrepreneurs de pays «démocratiques» serrent la main des gestionnaires de régimes dictatoriaux, totalitaires, racistes ou antisémites.

Si Grigat n'est guère lucide en matière de politique internationale, ses positions sont encore pires en matière de politique intérieure. Il se révèle incapable de prendre une position cohérente par rapport à un parti d'extrême droite raciste et antisémite comme l'AfD qui sévit en Allemagne, ou le FPO en Autriche, son pays.

D'un côté, il dénonce «*la xénophobie*» et «*la vision ethnopluraliste du monde»* que défend l'AfD ; de l'autre, il tient à souligner que «*certaines fractions du parti ont abordé plus tôt et plus clairement que d'autres partis les problèmes liés à l'islam politique*» et que «*L'AfD a très tôt abordé certains thèmes sociopolitiques urgents que d'autres partis ont ignorés*» ! !! De qui ce

[27] J'utilise ce terme, de façon polémique, car «israélisme» et «palestinisme» sont deux faces de la même pièce, qui consiste à nier soit le droit du peuple palestinien, soit le droit du peuple juif, à disposer d'un État.

«marxiste» se moque-t-il ?

Mais cela ne l'empêche pas, dans un autre texte, d'affirmer que «*l'AfD est actuellement un protagoniste décisif d'un antisémitisme fondé sur le déni de culpabilité»* !

Et notre penseur *antideutsch* de se livrer alors à un réquisitoire contre l'AfD qu'il trouvait si lucide à propos de l'islam quelques pages auparavant.

Il rappelle qu'un des fondateurs et dirigeants de ce parti d'extrême droite, Alexander Gauland «*souhaite pouvoir être fier des soldats allemands de la Seconde Guerre mondiale) c'est-à-dire des soldats de la Wehrmacht qui ont mené la guerre d'extermination raciste et ont également joué un rôle indispensable dans l'extermination massive des Juifs d'Europe*» ; de plus, l'AfD mène campagne contre «*un magnat de la finance comme George Soros, qui sert de bouc émissaire dans la propagande d'extrême droite et populiste de droite, non seulement de l'AfD et du FPÖ, mais aussi dans le monde entier» ;* Soros est présenté par l'AfD *comme «une sorte de nouveau Rothschild»* qui ferait partie *«des prétendus instigateurs du "grand remplacement"*». Selon Grigat, cette position de l'AfD rejoint l'une des caractéristiques fondamentales de l'antisémitisme, c'est-à-dire la «*haine à l'égard du capital financier vagabond et prétendument destructeur de la sphère de circulation*».

Grigat dresse un portrait impitoyable des convictions de «*l'électorat socialement déclassé ou menacé de déclassement de partis tels que l'AfD ou le FPÖ*». Ces électeurs croient que «*les partis établis*» obéissent «*à des agences financières internationales insaisissables et à des acteurs politiques intangibles*» ; «*ils ne peuvent s'empêcher d'halluciner sans cesse sur des forces obscures responsables de tout et n'importe quoi, ce qui ouvre inévitablement la porte à des sentiments antisémites*». Et, pour couronner le tout, les partis favoris de ces électeurs, l'AfD allemande et le FPÖ autrichien, militent, selon Grigat, pour une *«nation ethnique*» – concept au cœur du projet hitlérien, faut-il rappeler.

Ces incohérences montrent que les intuitions initiales des «*antideutsch*» (la critique radicale du nationalisme allemand, de l'antisémitisme de gauche, et des limites de l'anti-impérialisme) n'ont pas poussé ces principaux théoriciens à renouveler la critique sociale, comme ils le prétendaient et le prétendent encore, mais à devenir des idéologues conservateurs, désespérément banals….

Yves Coleman, 10 janvier 2026,

(Cette chronologie fait partie d'un livre qui paraîtra à la fin de 2026, au moins sur ce site en PDF sinon en version papier si j'en ai les moyens financiers : *Allemagne : de Mao à… l'AfD*)

SOURCES UTILISEES

Bruhn, Joachim (2007), «Qui sont les *antideutsch* ?» https://npnf.eu/spip.php?article799

Cahn, Jean-Paul, et Ulrich Pfeil (dir.) (2009A), *Allemagne 1945-1961. De la «catastrophe» à la construction du Mur,* Presses universitaires du Septentrion, https://doi.org/10.4000/books.septentrion.39464

Cahn, Jean-Paul, et Ulrich Pfeil (dir.) (2009B), *Allemagne 1961-1974. De la construction du Mur à l'Ostpolitik*, Presses universitaires du Septentrion, 2009, https://doi.org/10.4000/books.septentrion.41097

Cahn, Jean-Paul, et Ulrich Pfeil (dir.) (2009C), *Allemagne 1974-1990. De l'Ostpolitik à l'unification,* Presses universitaires du Septentrion, 2009, https://doi.org/10.4000/books.septentrion.43763

Erlanger, Simon (2009), https://jcpa.org/article/the-anti-germans-the-pro-israel-german-left/

Falbisaner, Christiane (1984), «Le mouvement de la paix en République Fédérale d'Allemagne» in *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, n°4, https://www.persee.fr/doc/chris_0753-2776_1984_num_4_1_981

Flakin, Nathaniel (2023), https://www.leftvoice.org/fact-check-did-german-leftists-try-to-bomb-west-berlins-jewish-community-center-in-1969/

Grigat, Stephan (2007): «Que signife *antideutsch* ?» (https://solitudes81.rssing.com/chan-75129751/latest-article6.php)

Grigat, Stephan (2024), *Vom Antijudaismus zum Hass auf Israel.Interventionen zur Kritik des Antisemitismus*, https://kidoks.bsz-bw.de/frontdoor/deliver/index/docId/5809/file/Grigat_Antijudaismus.pdf

Gysi, Gregor (2008), «Die Haltung der deutschen Linken zum Staat Israel», https://www.die-linke.de/detail/die-haltung-der-deutschen-linken-zum-staat-israel/

Husson, Edouard (2007), «Ernst Nolte et la Shoah : mise en perspective des totalitarisme ou révisionnisme historique ?», https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-de-la-shoah-2007-2-page-247?lang=fr

Joly, Anne [*2012*], *«*Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (depuis 1990)*», https://edoc.hu-berlin.de/server/api/core/bitstreams/e40199d9-0fd0-4978-93b9-7b536dcce4f2/content*

Kloke, Martin (2007), https://www.compass-infodienst.de/Martin-Kloke-Israel-Alptraum-der-deutschen-Linken.2400.0.html

Koenen, Gerd (2017) «Was bleibt von Kommunismus, Herr Koenen ?», https://www.spiegel.de/spiegel/gerd-koenen-ueber-die-wurzeln-des-kommunismus-a-1168627.html

Koenen, Gerd (2005), «Die Utopien lassen frösteln» («Les utopies font frissonner», interview) https://gerd-koenen.eu/media/filer_public/f9/aa/f9aa707c-5af7-4687-8e1e-5ae7dacbc212/die_utopien_lassen_froesteln.pdf

KAZ [2006] https://www.kaz-online.de/artikel/die-*antideutsch*en, *Kommunistische Arbeiter Zeitung* n° 317, publié par l'Arbeiterbund für den Wiederaufbau der KPD (AB)

Le Poing (2025), https://lepoing.net/des-»antifas»-sionistes-*antideutsch*e-la-onzieme-plaie-degypte/

Maurice, Paul (2019), «Les mouvements environnementaux en République démocratique allemande. La naissance d'une écologie politique dans l'Allemagne communiste des années 1980», in *Allemagne d'aujourd'hui*, https://doi.org/10.3917/all.228.0144

Milza, Pierre (1987), «Les mouvements pacifistes et les guerres froides depuis 1947», https://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1987_act_95_1_2900

Popp, Martin et Rüdiger Gantzer (1974), *Die Maoisten. Die modernen Volkstümler* (Les maoïstes. Les populistes modernes), https://www.academia.edu/36082261/Maoismus_Brosch%C3%BCre_1974_pdf

Postone, Moishe (1985) «Bitburg, May 5 1985 and after», *Radical America*, vol. 19, n° 5, septembre-octobre, disponible sur le site libcom

Postone, Moishe (1985) «Theses on Fassbinder, antisemitism and Germany», *Radical America*, vol. 19, n° 5, septembre-octobre, disponible sur le site libcom

Quélennec, Bruno (2023), «Penser l'antisémitisme post-Auschwitz avec la «première» Théorie critique. Réceptions, apports, limites», https://hal.science/hal-04156499/document

Rössel, Karl (2024), https://jungle.world/artikel/2024/02/tradition-des-eliminatorischen-antisemitismus-mit-nazis-gegen-juden

Ullrich, Peter (2014), *Linke, NahostKonflikt, Antisemitismus. Wegweiser durch eine debatte* («La gauche, le conflit du Moyen-Orient et l'antisémitisme. Guide pour un débat»), https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Analysen/Analyse_Linke-u-Nahostkonflikt.pdf

Ullrich, Peter (2008), *Die Linke, Israel und Palästina. Nahostdiskurse in Grössbritannien und Deutschland* («La gauche, Israël et la Palestine. Discours sur le Proche-Orient en Grande-Bretagne et en Allemagne»), Karl Dietz Verlag, disponible en ligne

Virchow, Fabian (2021), «"Brecht den roten Uni-Terror" – "1968" im Visier der extremen Rechten» [«"Brisons la terreur rouge dans les facs" – La vision de "68" par l'extrême droite», *Zeitschrift für Rechtsextremismusforschun*g, 1(2), https://www.budrich-journals.de/index.php/zrex/article/view/38489

Weiss, Volker (2005), https://www.kritiknetz.de/images/stories/texte/weiss_antizionistische_rezeption_des_NOKonflikts.pdf